



**RETOUR SUR LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES DE 2008 :
DOUZE ANALYSES POUR COMPRENDRE UNE CAMPAGNE ET LES DÉBUTS D'UNE
PRÉSIDENTIE HISTORIQUES.**

Julien Turreille

*Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la
Chaire Raoul-Dandurand (turreille.julien@uqam.ca)*

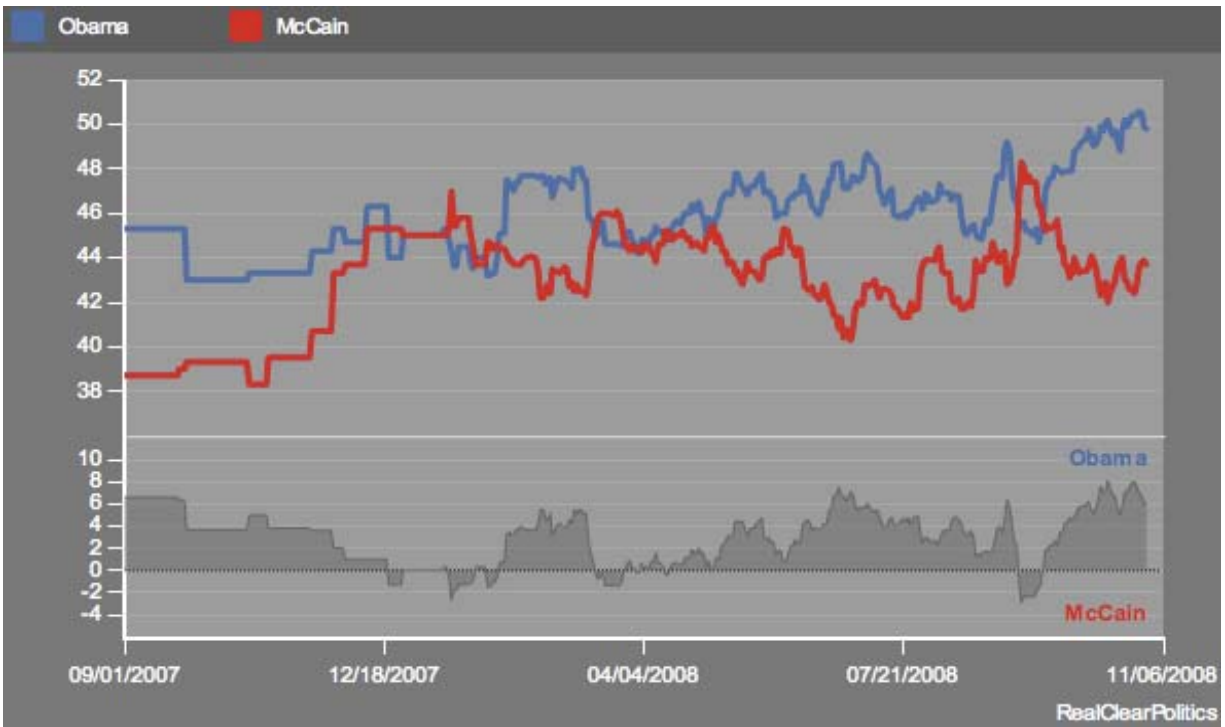
Alors que le président Barack Obama conclut son premier mois à la Maison-Blanche, la *Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques* rassemble ici les douze bulletins hebdomadaires qu'elle a produit pendant la campagne électorale américaine à l'automne 2008.

Ce recueil a deux objectifs. Premièrement, il **rappelle les faits marquants** et les moments clés d'une campagne singulière dans l'histoire politique américaine. Deuxièmement, il permet de **mettre en exergue les dynamiques** et éléments de contexte qui façonnent les premières décisions de l'administration Obama, que ce soit en matière de relance de l'économie ou de restauration de l'image des États-Unis dans le monde.

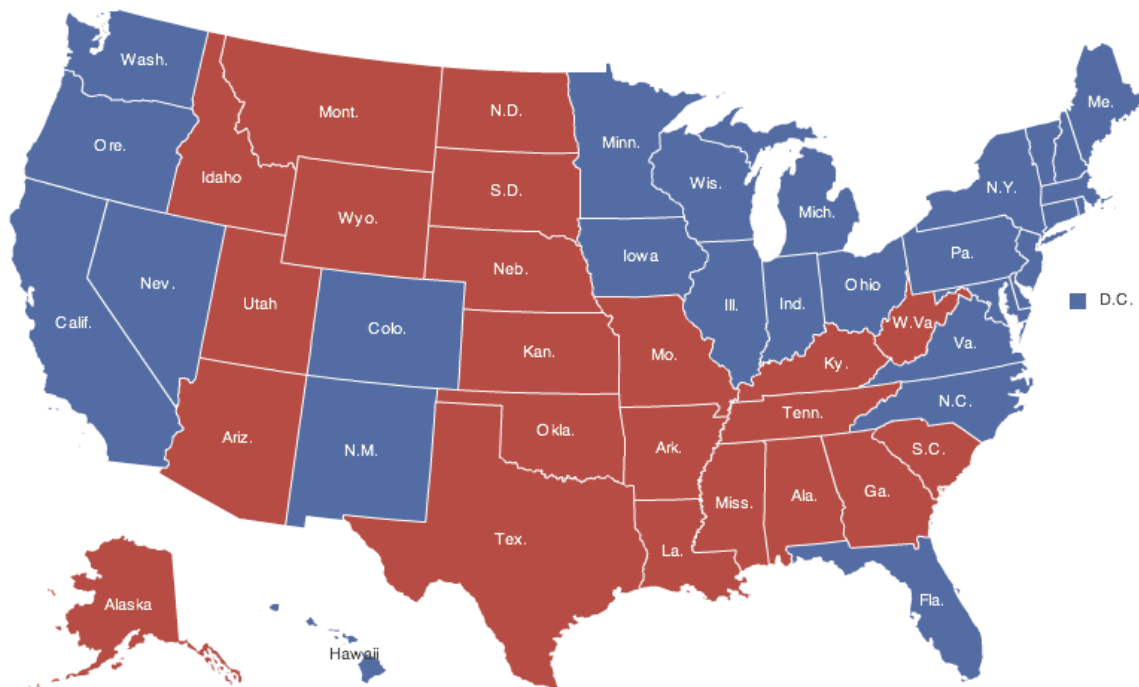
TABLE DES MATIÈRES

LA COURSE À LA MAISON-BLANCHE :	3
LES RÉSULTATS :	3
Bulletin 1 – Semaine du 21 août 2008	5
<i>L'État-clé : le Colorado</i>	5
Bulletin 2 – Semaine du 28 août 2008	8
<i>L'État-clé : le Minnesota</i>	10
Bulletin 3 – Semaine du 4 septembre 2008	11
<i>L'État-clé de la semaine : le Nevada</i>	13
Bulletin 4 – Semaine du 11 septembre 2008	14
<i>L'État-clé de la semaine : la Virginie</i>	16
Bulletin 5 – Semaine du 18 septembre 2008	17
<i>L'État-clé de la semaine : le Nouveau-Mexique</i>	19
Bulletin 6 – Semaine du 25 septembre 2008	20
<i>L'État-clé de la semaine : le New Hampshire</i>	22
Bulletin 7 – Semaine du 2 octobre 2008	24
<i>L'État-clé de la semaine : la Floride</i>	26
Bulletin 8 – Semaine du 9 octobre 2008	28
<i>L'État-clé de la semaine : le Michigan</i>	30
Bulletin 9 – Semaine du 16 octobre 2008	31
<i>L'État-clé de la semaine : le Michigan</i>	33
Bulletin 10 – Semaine du 23 octobre 2008	34
<i>L'État-clé de la semaine : la Caroline du Nord.</i>	36
Bulletin 11 – Semaine du 30 octobre 2008	37
<i>L'État-clé de la semaine : l'Ohio</i>	39
Bulletin 12 – Semaine du 4 novembre 2008	41

LA COURSE À LA MAISON-BLANCHEⁱ



LES RÉSULTATSⁱⁱ



Bleu : États remportés par Obama ; Rouge : États remportés par McCain

Voix au Collège électoral :

BARACK OBAMA : 365 - John MCCAIN : 173
(270 voix sont nécessaires pour remporter la victoire)

Suffrage populaire

Barack Obama : 53 % - John McCain : 46 %

Sénat

Démocrates : 58 (7 sièges gagnés) - Républicains : 41

(Le vainqueur du siège en jeu dans le Minnesota n'avait toujours pas été désigné début février 2009)

Chambre des représentants

Démocrates : 257 (21 sièges gagnés) - Républicains : 178

Gouverneurs :

Démocrates : 29 (7 États gagnés) – Républicains : 21 (4 États gagnés)

BULLETIN 1 – SEMAINE DU 21 AOÛT 2008

- L'été a relancé le duel entre Barack Obama et John McCain.
- Le candidat républicain marque des points sur les questions internationales et énergétiques.
- La campagne devient plus offensive, avec une certaine efficacité pour John McCain.
- La convention démocrate de Denver apparaît cruciale pour Barack Obama.
- L'État-clé de la semaine : le Colorado.

La tournée internationale de Barack Obama en juillet dernier avait pour objectif de lancer sa campagne en renforçant sa stature de présidentiable. Le succès de ce voyage est venu s'ajouter à une conjoncture favorable pour le candidat démocrate : l'économie américaine traverse une période délicate, le président républicain sortant est impopulaire, la majorité de la population américaine considère aujourd'hui que la guerre en Irak fut une erreur. Or, **l'issue du duel entre Barack Obama et John McCain demeure imprévisible**. Que s'est-il passé ? L'été pour Barack Obama ne fut pas aussi radieux qu'il aurait pu l'imaginer. **La convention démocrate qui s'ouvre lundi prochain à Denver est donc un épisode crucial.**

L'État-clé : le Coloradoⁱⁱⁱ

Population : 4,7 millions

Nombre de voix au Collège électoral : 9

La tenue de la convention démocrate à Denver n'est pas un hasard. Même si George W. Bush a remporté l'État en 2000 et 2004, celui-ci devient de plus en plus compétitif. Les démocrates ont ainsi gagné le poste de gouverneur aux élections de 2006 et y ont fait élire un sénateur, Ken Salazar, en 2004. La forte croissance de la population hispanique, plus favorable aux démocrates, est la principale raison de cette compétitivité. À surveiller le 4 novembre : le vote des hispaniques ; le résultat à Denver, ville la plus disputée et déterminante car la plus peuplée ; l'écart entre Obama et McCain dans les zones rurales.

Au cours de sa tournée internationale, Barack Obama a suscité l'enthousiasme de 200 000 Berlinois et a obtenu l'appui du Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki à son projet de calendrier pour le retrait des troupes américaines du pays. Les sondages lui donnaient alors en moyenne une avance de 10 points sur son rival républicain et l'écart semblait devoir se creuser. Moins d'un mois plus tard, cette avance s'est cependant considérablement réduite et **les deux candidats à l'élection présidentielle du 4 novembre se retrouvent virtuellement à égalité^{iv}**. **Trois éléments expliquent cette situation** : le retour en force des questions de sécurité nationale avec la crise en Georgie ; les prises de position de John McCain sur les questions énergétiques ; et l'efficacité des tactiques de campagne négative employées par les Républicains.

Tout d'abord, John McCain a saisi toutes les opportunités que lui offrait la crise entre la Georgie et la Russie au début du mois d'août. Condamnant dès le début les mouvements de troupes russes en territoire géorgien et utilisant rapidement un langage musclé vis-à-vis de Moscou, il a pu exposer sa détermination face à une puissance, la Russie, dont l'évolution récente et les revendications peuvent susciter des inquiétudes et rappeler la Guerre froide. Selon un sondage de l'Université Quinnipiac, 55 % des Américains considèrent que John McCain est le plus qualifié pour gérer la relation avec la Russie^v. Plus largement, **la crise géorgienne est venue nourrir l'argumentaire des partisans de John McCain selon lequel le candidat républicain est plus qualifié pour faire face aux défis d'un monde complexe et incertain**, renforçant ainsi son avantage sur les questions de sécurité nationale.

Pour autant, les questions de sécurité nationale et les affaires internationales ne sont pas les priorités de l'électorat américain. La principale préoccupation est l'économie, sujet traditionnellement favorable aux Démocrates^{vi}. Or, John McCain a réussi à marquer quelques points sur ce terrain en se disant ouvert à de nouveaux forages pétroliers et gaziers aux États-Unis. En effet, les inquiétudes de la population américaine vis-à-vis de la situation économique sont alimentées depuis de nombreux mois par la hausse des prix du carburant, qui atteint 4 dollars le gallon. **En mettant l'accent sur l'accroissement des forages auxquels il était initialement opposé mais que près de 7 Américains sur 10 souhaitent^{vii}, John McCain semble faire politiquement coup double** même si les arguments qu'il avance sont largement contestables. D'une part, il se montre déterminé à trouver des solutions à une préoccupation économique majeure et concrète de la population. Ceci lui permet ainsi de devancer son adversaire démocrate sur les questions économiques^{viii}. D'autre part, il renforce sa crédibilité sur les questions de sécurité nationale en affirmant que les forages aux États-Unis permettront de diminuer la dépendance du pays vis-à-vis de producteurs étrangers qui ne sont pas toujours des régimes alliés.

Enfin, **bien que nombre d'observateurs aient critiqué les campagnes publicitaires négatives auxquelles ont eu recours les Républicains ces dernières semaines, il convient de leur reconnaître une efficacité politique certaine**. Le principal épisode fut la diffusion au cœur de l'été d'un spot publicitaire intitulé « Celeb » reprenant des images du discours de Barack Obama à Berlin et les associant à des images de Paris Hilton et Britney Spears^{ix}. L'objectif était clair : attaquer la crédibilité et le manque d'expérience du sénateur de l'Illinois. L'effet de cette campagne publicitaire a été amplifié par la crise en Georgie. Celle-ci rappelait le scénario d'une autre publicité, utilisée par Hillary Clinton pendant les primaires et dénonçant l'inexpérience de Barack Obama advenant une crise internationale. Au moment où les tensions entre la Russie et la Georgie éclataient, Barack Obama était en vacances à Hawaï, John McCain était à Washington.

John McCain est parvenu à réduire l'écart qui le séparait de Barack Obama il y a quelques semaines. Or, les sondages nationaux ne donnent pas une indication exacte de l'issue des élections présidentielles aux États-Unis. Le candidat vainqueur doit en effet remporter la majorité des voix (270) du Collège électoral. Ces voix sont réparties entre les 50 États de l'Union au prorata de leur population. Dans cette perspective, **Barack Obama jouit encore d'une avance significative**. Il dispose de plus de nombreux atouts : les électeurs indépendants, composante clé pour remporter l'élection, le soutiennent dans une proportion de 47 % contre 36 % pour John McCain ; et l'enthousiasme de ses partisans, en particulier chez les jeunes, laisse entrevoir une participation soutenue le jour du scrutin^x.

La convention démocrate qui débute lundi prochain à Denver dans le Colorado n'est cependant pas le début d'une voie royale vers un sacre annoncé au soir du 4 novembre. Barack Obama disposera certes d'une couverture médiatique favorable et d'une organisation rodée. Il devra surtout utiliser cet épisode crucial dans les campagnes présidentielles américaines pour **réaliser trois tâches fondamentales** :

- Unifier son parti,
- Préciser et clarifier son discours,
- Redonner de l'élan à son charisme.

L'obtention par les Clinton d'un vote à main levée pour comptabiliser le nombre de délégués obtenus par chacun des deux candidats lors des primaires^{xi} n'est pas un gage de réunification indolore du parti. La hausse du taux d'opinion défavorable à Obama, passé de 27 à 35 % de juin à juillet^{xii}, souligne la nécessité de redynamiser son image et son message. Enfin, les bonnes performances récentes de John McCain, en particulier lors du forum organisé par le pasteur Rick Warren samedi 16 août^{xiii}, rappellent qu'il est un rival sérieux et crédible.

Saviez-vous que ...

Barack Obama dispose d'une formidable machine de campagne, en particulier dans les États clés. Il a par exemple 32 bureaux de campagne en Floride et 23 au Nouveau-Mexique, contre respectivement 3 et 1 pour son rival républicain. Cette machine a un coût : pour le seul mois de juillet, les dépenses d'Obama s'élevaient 56 millions de dollars pour 51 millions de recettes^{xiv}.

Pour aller plus loin :

- Patrick Healy, « [Seeing Tougher Race, Allies Ask Obama to Make 'Hop' Specific](#) », *The New York Times*, 17 août 2008.
- David Brooks, « [The Education of McCain](#) », *The New York Times*, 19 août 2008.
- Christopher Cooper, « [Obama Shows Increased Spending](#) », *The Wall Street Journal*, 18 août 2008

BULLETIN 2 – SEMAINE DU 28 AOÛT 2008

- L'écart entre Obama (47,2 %) et McCain (44,3 %) reste faible dans les sondages.
- L'omniprésence des Clinton focalise l'attention sur l'enjeu de l'unité du parti démocrate.
- La convention de Denver illustre la difficile transition de génération chez les Démocrates.
- Les Républicains multiplient les offensives afin de limiter l'effet d'entraînement de la convention démocrate.
- L'État-clé de la semaine : le Minnesota

Barack Obama devait réaliser trois objectifs lors de la convention démocrate tenue à Denver du 25 au 28 août 2008 : unifier le parti après les longues primaires qui l'ont opposé à Hillary Clinton ; se présenter, ainsi que sa famille, aux Américains qui ne le connaissaient pas encore ; préciser son programme politique. Alors qu'Obama doit prononcer ce jeudi soir son discours d'acceptation de la nomination démocrate pour l'élection présidentielle, **ces objectifs n'ont pas été totalement remplis pour deux raisons**. Premièrement, l'importance disproportionnée accordée aux Clinton lors de la convention a fait obstacle à l'effort de réunification du parti. Deuxièmement, les Républicains ont rompu une certaine tradition de « profil bas » pendant la convention de l'autre parti en se montrant très actifs et offensifs.

La convention démocrate a été remplie d'émotions, particulièrement avec la présence du sénateur Edward Kennedy qui combat un cancer, et rythmée de discours mobilisateurs, avec par exemple les prestations de Michelle Obama, d'Hillary Clinton et de l'ancien gouverneur de la Virginie Mark Warner. De la multitude de thèmes abordés et d'événements organisés, une question a cependant retenue la plus grande attention de la part des médias : le ralliement du camp Clinton à Obama. **Enjeu certes majeur de la convention, l'unité du parti démocrate semble avoir éclipsé tous les autres. L'actrice centrale de ce processus de réunification du parti était Hillary Clinton.** Ayant obtenu l'appui de 18 millions d'électeurs au cours des primaires, elle est une figure majeure du parti démocrate. Sa prestation était très attendue, d'autant plus que sa base électorale, la classe moyenne blanche, ne semblant pas se reporter massivement sur Barack Obama. **Son discours de mardi soir fut énergique, sans équivoque et pugnace dans ses attaques contre le candidat républicain John McCain. Mais il n'est pas acquis que celui-ci suffise à convaincre ses partisans de se rallier, de se mobiliser et de voter en masse pour Obama le 4 novembre prochain.** Seuls 42 % des partisans d'Hillary Clinton soutiennent en effet fermement Barack Obama. Ils sont 20 % à affirmer vouloir voter pour John McCain^{xv}. Entre ces deux positions nettes, il reste de nombreux militants qui ont certes apprécié le discours de Mme Clinton mais qui n'ont pas été convaincus de s'engager pour Barack Obama. Certains ne s'enthousiasment pas pour un candidat dans lequel ils ne reconnaissent pas un défenseur de leurs intérêts, d'autres doutent même de la sincérité des propos d'Hillary Clinton en ayant bien conscience de l'obligation qu'elle avait de transmettre un message unificateur lors de la convention.

Saviez-vous que ...

La convention démocrate de 1924 fut la plus longue de l'histoire. 17 jours et 103 tours de scrutin furent nécessaires pour nommer John W. Davis candidat à l'élection présidentielle qu'il perdit^{xvi}. Même si la course des primaires fut longuement indécise entre Hillary Clinton et Barack Obama, ce dernier a formellement obtenu la nomination par acclamation dès le premier tour du vote à main levée à Denver.

Le discours de Mme Clinton, malgré ses qualités, n'a donc pas permis de dissiper les tensions profondes qui existent entre les camps Clinton et Obama. Après avoir concédé sa défaite le 7 juin dernier alors que quelques mois plutôt la nomination lui semblait acquise, Mme Clinton a traversé une période de réflexion sur son échec et sur le futur de sa carrière politique. Mais c'est son mari, Bill Clinton, qui est apparu le plus amer. Il serait particulièrement excédé par les propos du camp Obama qui reprochent à l'ancien Président d'avoir joué la « carte raciale » pendant les primaires. Dans ce contexte, **les moindres faits et gestes soulignant les divergences entre les camps Clinton et Obama ont été scrutés et amplifiés avant et pendant la convention.** Les médias ont ainsi abondamment rapporté le fait que les Clinton n'étaient pas satisfaits du rôle qui leur avait été attribué, qu'ils avaient refusé de transmettre les textes de leurs discours à l'équipe Obama ou encore que nombre de leurs partisans avaient décidé de quitter la convention dès le mercredi, c'est-à-dire avant le discours de Barack Obama.

Au-delà de l'attention déformante des médias pour ce mélodrame politique, **la convention démocrate de 2008 marque la fin d'une époque, la transition entre deux générations à la tête du parti.** La lutte avec les Républicains étant serrée et encore incertaine, la convention ne s'est pas limitée à une grande fête partisane sur la voie de la conquête de la Maison-Blanche. Elle a symbolisé l'arrivée aux commandes d'une nouvelle génération, dont Obama est le chef de file, et dont des personnes telles que le révérend Jesse Jackson Jr ou Mark Warner sont des figures montantes. **La principale faiblesse d'Obama aura donc été de ne pas assumer pleinement ce passage de témoin en accordant une place disproportionnée aux Clinton,** symboles d'une époque marquée par les guerres culturelles entre États rouges (républicains) et bleus (démocrates), et avec laquelle il entend rompre. Tenant des discours pendant 2 des 4 soirées de la convention et soucieux d'affirmer et de préserver leur point politique au sein du parti^{xvii}, **les Clinton ont focalisé l'attention sur l'enjeu de l'unité des Démocrates, au détriment des deux autres objectifs de cette convention.**

L'un des anciens conseillers de Bill Clinton, James Carville a ainsi affirmé sur *CNN* au premier soir de la convention : « If this party has a message, it's done a hell of a job of hiding it tonight, I promise you that »^{xviii}. Carville exprimait une crainte croissante chez les Démocrates. **À trop se concentrer sur l'unité du parti, les Démocrates auraient gâché l'opportunité de leur convention pour attaquer leurs adversaires républicains, en particulier leurs positions sur un enjeu fondamental pour une majorité de l'électorat : l'économie.** Ce défaut d'affirmation de leur programme politique est d'autant plus préoccupant pour les Démocrates que les Républicains, rompant avec une tradition qui veut qu'un parti fasse « profil bas » pendant la convention de l'autre, ont multiplié les offensives contre le duo Obama – Biden^{xix}. En campagne

en Arizona, John McCain a soutenu que les positions d'Obama sur les questions internationales étaient sources « d'incertitudes, de violence et d'agression »^{xx}. Mitt Romney et Tim Pawlenty, deux prétendants pour compléter le ticket républicain, ont multiplié les attaques contre Joe Biden et contre l'inexpérience d'Obama^{xxi}. Et ce sans compter les publicités négatives que les Républicains ou leurs alliés continuent de diffuser dans certains États clés.

Moins réactifs lors de la campagne de 2004, les Démocrates vont cependant répliquer rapidement et énergiquement à ces attaques républicaines. Dès sa présentation comme candidat à la vice-présidence samedi 23 août, Joe Biden n'a pas manqué de le faire. Il a poursuivi avec son discours devant les militants démocrates mercredi 27 août. **Mais la stratégie des Républicains au cours de la semaine fut claire. Surpris que la lutte pour l'élection présidentielle soit aussi serrée, ils ont tout mis en œuvre pour maintenir la pression sur Obama et limiter l'effet d'entraînement que pourrait avoir la convention démocrate.** Ces grands messes politiques engendrent en effet en moyenne un bond de 10 points dans les sondages^{xxii}. L'allocution d'Obama à la convention de 2004 l'avait propulsé sur le devant de la scène politique américaine. Cette année, son discours d'acceptation de la nomination démocrate lui permettra-t-il de prendre les devants dans la course à la Maison-Blanche ?

L'État-clé : le Minnesota^{xxiii}

Population : 5,2 millions

Nombre de voix au Collège électoral : 10

Le Minnesota est le théâtre de courses électorales atypiques. En 1998, un ancien lutteur professionnel, Jesse Ventura, y fut élu gouverneur. Cette année, c'est un ancien comédien, Al Franken, qui défend les couleurs démocrates pour l'élection au Sénat. État traditionnellement démocrate, John Kerry ne l'a remporté que par une faible marge en 2004. Les Républicains y tiennent leur convention du 1^{er} au 4 septembre. À surveiller : John McCain pourrait choisir le gouverneur de l'État, Tim Pawlenty, comme colistier, signalant ainsi la volonté des Républicains d'être compétitifs et leurs espoirs de l'emporter au Minnesota.

Pour aller plus loin :

- Elisabeth Vallet et David Grondin, dir. *Les élections présidentielles américaines*, Montréal, PUQ, 2004.
- Dick Morris, « [Back-to-Back Conventions : The Great Unknown](#) », *RealClearPolitics.com*, 20 août 2008.
- Lydia Saad, « [Conservative Democrats Peeling Away From Obama](#) », *Gallup.com*, 27 août 2008.
- Anne E. Kornblut, « [Clinton Knew She Was Unlikely VP Pick](#) », *Washington Post*, 26 août 2008.

BULLETIN 3 – SEMAINE DU 4 SEPTEMBRE 2008

- La convention démocrate permet à Barack Obama de faire un – léger – bond dans les sondages par rapport à John McCain.
- La désignation de Sarah Palin comme colistière de John McCain crée la surprise, mais celui-ci n'avait guère d'autre option.
- Le choix de Palin est un pari risqué pour la campagne de McCain et incertain pour l'avenir des Républicains.
- L'État clé de la semaine : le Nevada.

Le 28 août 2008, Barack Obama acceptait l'investiture du parti démocrate comme candidat à l'élection présidentielle. Une semaine plus tard, ce moment historique dans la vie politique américaine (c'est en effet la première fois qu'un Afro-américain se trouve en position de remporter la présidence) apparaît déjà lointain. Prononcé devant une foule de plus de 80 000 partisans, **le discours d'Obama fut certes captivant**, mais il ne fut pas le plus inspirant et le plus marquant. **Il a surtout éclipsé par deux tempêtes qui ont frappé les Etats-Unis** : au sud, l'ouragan *Gustav* a ravivé les traumatismes de *Katrina* qui avait ravagé la Nouvelle-Orléans il y a peine trois ans. En provenance du nord, le choix de Sarah Palin, gouverneur de l'Alaska, comme colistière de John McCain a provoqué une vague de fraîcheur inattendue. Si ce choix est pour le moins audacieux, il n'est pas assuré qu'il soit judicieux.

Sarah Palin a été élue gouverneur de l'Alaska en novembre 2006. Elle a auparavant effectué deux mandats de maire d'une localité de 7000 habitants, Wasilla, dans la banlieue d'Anchorage. Bien qu'elle soit le gouverneur le plus populaire des Etats-Unis avec un taux d'approbation de 80 %, elle était **une personnalité inconnue sur la scène politique nationale jusqu'à sa désignation comme candidate républicaine à la vice-présidence**. Quel est le sens de ce choix surprenant ? Quels sont ses atouts et ses risques ? Ces questions suscitent des débats passionnés et de vives polémiques. **John McCain n'avait en fait guère le choix. Le candidat républicain se devait de consolider ses appuis auprès de la base conservatrice du parti**. Celle-ci est en effet indispensable pour tout candidat républicain qui brigue la Maison-Blanche. Or, les positions de McCain contre la droite évangélique, qu'il a par le passé qualifiée d'intolérante et dangereuse, lui ont valu des inimitiés profondes chez les républicains. Cela lui avait en grande partie coûté l'investiture à l'élection présidentielle de 2000 au profit de George W. Bush. Il avait entrepris depuis le début de la campagne pour les élections de 2008 de rassurer cet électorat conservateur. Par exemple, lors d'un forum organisé par le pasteur Rick Warren début août 2008, il avait laissé entrevoir une préférence pro-vie, un attachement aux valeurs familiales et une opposition au mariage entre conjoints de même sexe. Ces gestes n'ont semblé-t-il pas totalement convaincu les conservateurs du parti républicain. John McCain a alors dû renoncer à choisir comme colistier le sénateur indépendant (ancien démocrate) du Connecticut, Joseph Lieberman^{xxiv} avec lequel il partage une solide amitié.

Saviez-vous que ...

Grâce à l'*Alaska Permanent Fund*, l'Alaska est l'État américain où les inégalités sociales sont les moins grandes. Créé en 1976 et alimenté notamment par les entreprises pétrolières, ce fond permet au gouvernement alaskien de redistribuer 25% des revenus issus des ressources pétrolières et gazières. En 2007, chaque résidant a ainsi reçu un montant de 1654 \$ US^{xxv}.

Pour autant, la pression de la base conservatrice du parti républicain ne saurait à elle seule expliquer le choix de McCain. Sarah Palin possède toutes les caractéristiques propres du conservatisme le plus ferme. Elle est strictement opposée à l'avortement, elle est mère de cinq enfants et est membre de la *National Rifle Association*. McCain aurait pu retrouver ce « pedigree » conservateur chez d'autres femmes du parti républicain plus expérimentées que Mme Palin, par exemple chez la sénatrice du Texas Kay Bailey Hutchison, dont le nom avait souvent été évoqué pour compléter le ticket républicain. En optant pour la jeune gouverneur de l'Alaska, John McCain ne fait pas qu'une opération tactique et simpliste consistant à attirer l'électorat féminin qui avait soutenu Hillary Clinton lors des primaires démocrates. **Il fait fondamentalement un pari à court terme pour dynamiser sa campagne et à plus long terme pour revigorer le *Grand Old Party*.** En effet, s'il avait préféré un candidat républicain plus classique, comme le gouverneur du Minnesota Tim Pawlenty, John McCain n'aurait pas été en mesure de briser une certaine image de clan masculin gaspilleur et corrompu qui mine régulièrement le parti républicain et qui plombe ses courses électorales depuis 2006.

Aussi audacieux soit-il, le choix de Sarah Palin n'assure pas de gagner ce pari ni à court terme, ni à long terme. Lors de sa présentation comme candidate le 29 août dernier et lors de son discours à la convention républicaine mercredi 3 septembre, Mme Palin a sans conteste fait preuve d'un certain talent oratoire, de capacités à débattre et d'un tempérament combatif. Depuis environ un mois, **les républicains se font offensifs contre les démocrates, ainsi que les médias et les élites des grandes villes qui les soutiennent.** Ils jouent ainsi la carte d'une nouvelle « guerre culturelle » entre l'Amérique des petites villes et celle cosmopolite des grands centres urbains^{xxvi}. L'écart étonnement faible dans les sondages entre Barack Obama et John McCain démontre une certaine efficacité de cette tactique. **Cela ne suffira pas. Alors que l'économie préoccupe les Américains et que guerre en Irak a miné la position des Etats-Unis sur la scène internationale, les républicains se doivent de développer et présenter un programme politique plus positif,** dès maintenant mais plus fondamentalement au-delà du 4 novembre. La tenue des conventions ayant maintenant mobilisé les troupes de partisans et lancé le dernier sprint de cette année électorale, l'enjeu des deux derniers mois est pour les démocrates et les républicains de proposer deux visions et deux plans alternatifs pour le futur des Etats-Unis. Il revient donc maintenant à Barack Obama et John McCain d'être à la hauteur de cet enjeu.

L'État-clé de la semaine : le Nevada^{xxvii}

Population : 2,5 millions

Nombre de voix au Collège électoral : 5

La très forte croissance démographique fait du Nevada un État politiquement très compétitif et disputé. L'augmentation de la population d'origine hispanique y est particulièrement attractive pour les Démocrates tant elle pourrait leur permettre des gains significatifs. L'échec des efforts fournis par les Démocrates pour remporter cet État lors des deux dernières présidentielles incite cependant à la prudence. À surveiller : la performance d'Obama auprès des Hispaniques. Il semble en effet avoir quelques difficultés à ancrer solidement cet électorat.

Pour aller plus loin :

- Charles-Philippe David et Julient Tourreille, dir. *Le conservatisme, un mouvement qui a transformé les États-Unis*, Ste-Foy, PUQ, 2004.
- Elisabeth Bumiller et Michael Cooper, « [Conservative Ire Pushed McCain from Lieberman](#) », *The New York Times*, 31 août 2008
- Dan Balz et Robert Barnes, « [Palin Made an Impression From the Start](#) », *Washington Post*, 31 août 2008.
- David Brooks, « [What the Palin Pick Says](#) », *The New York Times*, 1^{er} septembre 2008.

BULLETIN 4 – SEMAINE DU 11 SEPTEMBRE 2008

- John McCain dépasse Barack Obama dans les sondages nationaux pour la première fois depuis mars 2008.
- La campagne négative développée par les Républicains empêche Barack Obama de rendre audibles son message et son programme.
- Le camp Obama peine à trouver une parade face au ticket républicain et face à Sarah Palin en particulier.
- L'État clé de la semaine : la Virginie.

La tenue exceptionnelle des conventions démocrate et républicaine dans la foulée immédiate l'une de l'autre n'a pas altéré leur traditionnel effet de « rebond » des candidats dans les sondages. Les gains de John McCain ont ainsi succédé à ceux de Barack Obama, permettant au premier de dépasser le second dans les sondages nationaux pour la première fois depuis fin mars 2008. Il serait cependant prématuré et erroné de parler de retournement de tendance. L'écart entre les deux candidats reste en effet trop faible et surtout, le candidat démocrate reste légèrement en tête dans la seule course qui compte, celle aux voix du Collège électoral. **Barack Obama a donc encore un avantage, mais il se doit de réagir et de trouver une parade face au ticket McCain-Palin. La campagne négative développée par les Républicains l'empêche en effet de rendre audibles son message et son programme.**

La première semaine complète de campagne depuis les conventions a été nettement dominée par les réactions à la nomination de la gouverneure de l'Alaska, Sarah Palin, comme colistière de John McCain. Si cette nomination surprise a redonné de l'élan et de l'énergie au parti républicain, elle reste un défi de taille pour Barack Obama et Joe Biden. Depuis lundi, la campagne démocrate a développé l'argumentaire du mensonge et de la falsification à l'encontre du ticket républicain. **S'appuyant notamment sur le bilan de Sarah Palin à la tête de l'Alaska,** en particulier sa position sur la construction d'un pont « menant nulle part » (elle y était favorable avant de s'y opposer), **les Démocrates ont commencé à utiliser le vocabulaire du mensonge pour discréditer leurs adversaires républicains.** Lundi, le site de campagne d'Obama mettait en ligne une rubrique intitulée « Lying on the Record » dont la substance était reprise le même jour dans une publicité. L'attaque la plus forte était portée mercredi par Obama qui qualifiait le changement prôné par McCain de « rouge à lèvres sur un cochon » (*lipstick on a pig*). Le terme et le thème du mensonge peuvent être des armes puissantes dans la vie politique américaine dans la mesure où ils font écho à une thématique plus large, la lutte contre la corruption des élites de Washington, qui suscite traditionnellement une forte adhésion. Pour autant, ce plan d'attaque des Démocrates pourrait s'avérer inefficace et être une perte de temps^{xxviii}. En effet, il n'est pas certain que cela parvienne à fissurer la perception d'intégrité et d'honnêteté bien établie de John McCain. Surtout, les Républicains se montrent habiles à retourner l'argument contre les Démocrates comme le démontre la « polémique » entourant les propos d'Obama concernant le « rouge à lèvres sur un cochon ».

Cette expression n'est pas étrangère au langage électoral. John McCain l'avait lui-même utilisée contre Hillary Clinton il y a un an. Mais les Républicains parviennent à l'exploiter en y dénonçant une attaque contre Sarah Palin et contre les femmes, et en réclamant des excuses de la part des Démocrates. Pour l'heure, Sarah Palin apparaît donc comme un problème délicat face auquel le camp Obama n'a pas encore trouvé de parade efficace. Sa tactique actuelle consiste essentiellement à scruter son bilan politique et son passé afin d'y trouver quelque élément de vulnérabilité. La campagne démocrate a ainsi annoncé mercredi la création d'un groupe, l'*Alaska Mythbusters* qui fait suite à la mise sur pieds par les Républicains d'une unité, le *Palin Truth Squad*, chargée de protéger la candidate à la vice-présidence contre les rumeurs propagées sur Internet^{xxxix}. **À en juger par les tendances actuelles dans les sondages, cette tactique démocrate, fondée en grande partie sur des faits^{xxx}, ne produit pas encore de résultats.**

Saviez-vous que ...

Les électeurs de l'Iowa pourront commencer à voter pour les élections du 4 novembre dès le 23 septembre, ceux de l'Ohio dès le 30 septembre. Plus de 30 États permettent en fait le vote par anticipation. Celui-ci est un phénomène relativement nouveau, contraignant pour la planification des campagnes, et important. 33 % des votes pour les élections du 4 novembre devraient ainsi avoir été effectués avant cette date^{xxxix}.

Les attaques contre la première femme candidate sur un ticket républicain pour l'élection présidentielle, que ce soit contre son bilan de lutte contre la corruption ou bien contre ses positions sur l'avortement, ne rencontre guère d'échos auprès de l'électorat. En accordant autant de temps et d'importance à Sarah Palin, Barack Obama donne la fâcheuse impression de se battre contre la colistièrre et non contre le candidat à la présidence, rabaissant ainsi mécaniquement sa stature de présidentiable. De plus, alors qu'il est à l'avant scène médiatique et politique depuis des mois, son message et son image de changement, de rupture avec la politique de Washington peuvent devenir fort ternes face à l'inexpérience de Mme Palin sur la scène politique nationale^{xxxii}. **Une mère de cinq enfants qui apparaît concilier vies active et familiale et dont les talents dans les débats ne doivent pas être sous-estimés est donc une cible difficile à atteindre^{xxxiii}.**

Toutefois, une incertitude demeure quant à l'atout et à l'effet positifs de Sarah Palin pour la campagne républicaine. Des révélations sur son passé peuvent encore briser son image, elle peut commettre des erreurs majeures pendant la campagne. Son pouvoir d'attraction auprès de l'électorat blanc, particulièrement des femmes (auprès desquelles McCain bénéficie d'une avance de 12 points) peut toujours s'estomper^{xxxiv}. Mais dans une campagne exceptionnellement courte du fait de la tenue tardive des conventions et de l'ouverture anticipée du vote par correspondance^{xxxv}, **deux éléments doivent aujourd'hui retenir l'attention. D'une part, les Républicains semblent de nouveau croire en leurs chances de conserver la Maison-Blanche. D'autre part, les Démocrates, même s'ils restent confiants que les conditions actuelles (impopularité de George W. Bush, économie incertaine) les favorisent, peuvent être inquiets de l'efficacité de Barack Obama dans la campagne électorale^{xxxvi}.** Il n'a pas pris une avance décisive sur John McCain pendant l'été et son choix de Joe Biden comme colistier relève plus du

pari que la désignation de Sarah Palin par John McCain. Obama semble en effet avoir pris cette décision en pensant diriger la Maison-Blanche et pas nécessairement en pensant à gagner celle-ci. Il lui reste un bref automne pour y parvenir.

L'État-clé de la semaine : la Virginie^{xxxvii}

Population : 7,6 millions

Nombre de voies au Collège électoral : 13

La Virginie n'a pas voté pour un candidat démocrate à l'élection présidentielle depuis Lyndon B. Johnson en 1964. Barack Obama pense cependant être en mesure de conquérir ce bastion républicain. Il y a ainsi lancé sa campagne en juin dernier et l'ancien gouverneur de l'État, Mark Warner, a joué un rôle important lors de la convention démocrate. Une forte population d'origine afro-américaine et une tendance démocrate dans les banlieues du nord de l'État proches de Washington offrent des chances à Obama. Avec un nombre important de bases militaires, en particulier Norfolk, la Virginie est également un terrain favorable pour John McCain. À surveiller le 4 novembre : le vote afro-américain, les résultats dans la région métropolitaine de Washington D.C. et à Virginia Beach.

Pour aller plus loin :

- Élisabeth Vallet, *Le Duel. Les dessous de l'élection présidentielle américaine*, Sillery, Qc, Septentrion, septembre 2008.
- Adam Nagourney, « [Campaigns Adjust Their Pace to Meet Short Season](#) », *The New York Times*, 10 septembre 2008.
- Jay Cost, « [Obama On His Heels](#) », *RealClearPolitics.com*, 10 septembre 2008.
- Jonathan Weisman, « [As Campaign Heats Up, Untruths Can Become Facts Before They're Undone](#) », *Washington Post*, 10 septembre 2008.

BULLETIN 5 – SEMAINE DU 18 SEPTEMBRE 2008

- L'effet de « rebond » des candidats dans les sondages après conventions s'est dissipé.
- La tonalité négative de la campagne suscite de nombreux débats sur le comportement des candidats, en particulier les Républicains, et sur celui des médias.
- Le nouvel épisode de la crise financière qui frappe les États-Unis, avec notamment la faillite de Lehman Brothers, replace la campagne sur un terrain favorable aux Démocrates.
- L'État-clé de la semaine : le Nouveau-Mexique.

À moins de 50 jours du scrutin du 4 novembre, l'effet de « rebond » des conventions démocrate et républicaine s'est dissipé. **La course entre Barack Obama et John McCain est de nouveau extrêmement serrée. Cette capacité du second à rester au contact du premier est le résultat de deux facteurs.** Premièrement, le choix de la gouverneure de l'Alaska, Sarah Palin, a permis de dynamiser et de mobiliser la base républicaine. Deuxièmement, la mise en œuvre depuis l'été d'une stratégie de campagne négative a eu pour principal effet de détourner Barack Obama de son message. **Cependant, le nouvel épisode de la crise financière aux États-Unis, avec en début de semaine la faillite de Lehman Brothers, le rachat de Merrill Lynch et l'aide d'urgence accordée à l'assureur AIG, pourrait replacer les débats électoraux sur un terrain plus favorable au candidat démocrate.**

L'utilisation de techniques de campagne négative, au premier rang desquelles la distorsion des faits, l'annonce de demi-vérités ou de véritables mensonges, a été le premier phénomène qui a dominé cette semaine de campagne électorale aux États-Unis. Passé l'effet de surprise de la nomination de Sarah Palin comme colistière de John McCain, journalistes et activistes démocrates se sont précipités en Alaska afin d'enquêter sur le passé de la gouverneure de l'État. Des « affaires » telles que la grossesse d'une de ses filles, le paiement de nuits d'hôtels par l'État ou encore le changement de position de Mme Palin sur l'utilité du « pont ne menant nulle part » ont largement été exposées. Ces histoires ne semblent pas pour l'instant avoir entamé l'effet mobilisateur de Mme Palin, ni l'image de John McCain. Elles ont surtout alimenté de vifs et virulents débats dans les médias américains au sujet de la campagne et de sa couverture.

Deux questions animent ainsi particulièrement les commentateurs : l'inexpérience de Sarah Palin sur la scène politique d'une part, le ton négatif de la campagne d'autre part. La désignation de Mme Palin suscite encore de vives discussions. Ce choix est par exemple présenté comme une décision irréfléchie de la part d'un politicien, John McCain, qui n'a pas à cœur l'intérêt de son pays mais qui est prêt à tout pour essayer de gagner une élection. D'autres soulignent les risques d'un manque de prudence tirée d'une longue expérience, en particulier dans une période délicate et incertaine autant sur le plan intérieur qu'international^{xxxviii}. Certains commentateurs voient enfin dans les critiques du choix de Mme Palin des contradictions avec l'idéal progressiste d'accomplissement des femmes ou jugent ces critiques fondées sur de malsains sous-entendus (l'âge de John McCain, 72 ans, le condamnerait à décéder en poste et la présidence reviendrait donc à une personne sans expérience). L'usage de techniques consistant à

dénoncer son adversaire et non ses positions politiques est ancien. Il suscite pourtant en ce moment dans les médias américains de nombreuses critiques, autant sur le comportement des candidats, en particulier les républicains, que sur celui des médias^{xxxix}. En effet, alors que les enjeux de cette élection sont considérables, la campagne semble totalement dominée par des polémiques telles que « le rouge à lèvres sur un cochon » au détriment de l'analyse des positions respectives des candidats sur les questions fondamentales pour l'avenir des États-Unis, comme les réponses à la mondialisation, la régulation des marchés financiers, ou encore l'organisation du système de protection sociale. Dès lors, **des journalistes exhortent leurs confrères à prendre de la hauteur et à ne pas se laisser entraîner dans des polémiques de bas étages**^{xl}.

Saviez-vous que ...

Bien que les critiques sur la tonalité de la campagne soient déjà nombreuses, elles pourraient très prochainement s'amplifier. En effet, les groupes d'actions politiques (*PACs* dans le jargon politique américain), organes formellement indépendants des appareils de campagne mais clairement partisans, ne se sont pas encore vraiment manifestés. À la même période en 2004, ils avaient déjà dépensé 100 millions de dollars en publicités télévisées contre John Kerry ou George W. Bush. Ils n'ont pour l'instant dépensé que 8 millions. Or, le *Swift Boat Veterans for Truth*, qui avait mené des attaques virulentes contre John Kerry il y a quatre ans, a annoncé préparer de telles attaques contre Barack Obama. Nul doute que des groupes partisans du candidat démocrate répliqueront^{xli}.

Le nouvel épisode de la crise financière qui fragilise l'économie américaine depuis un an est le second sujet qui a dominé la semaine^{xlii}. Cette crise pourrait donner l'occasion aux débats de prendre de la hauteur. En effet, **l'effondrement des dogmes de la pensée économique associés à la présidence Reagan, essentiellement la dérégulation, apparaît comme l'événement politique majeur de l'année 2008**^{xliii}. Cet effondrement est le troisième en un siècle, succédant au discrédit des doctrines du laissez-faire radical des années 1930 et à la remise en cause de l'interventionnisme du *New Deal* dans les années 1970-80. La dérégulation des activités financières est ainsi de plus en plus considérée aux États-Unis comme la cause de la crise des *subprimes* et de la débâcle d'institutions comme Lehman Brothers et Merrill Lynch. Le président de la Réserve Fédérale a appelé à la mise en place d'une réglementation plus robuste encadrant l'activité des banques d'investissement et autres gestionnaires de fonds afin de favoriser la stabilité des marchés financiers^{xliv}. L'*Hudson Institute*, think tank conservateur très favorable au libéralisme économique, dénonce quant à lui l'absence de règles obligeant celui qui prend des risques financiers à en subir les conséquences, ainsi que le découplage entre la rémunération des patrons et la performance de leurs entreprises^{xlv}.

L'idée qu'il faille développer des instruments étatiques de régulation de l'économie semble donc gagner du terrain à Washington^{xlvi}. Bien qu'au-delà de quelques déclarations générales ils n'aient pas encore présenté de plan d'action très précis, Barack Obama et John McCain partagent des positions assez similaires sur cette question de la régulation^{xlvii}. Toutefois, le premier apparaît plus proactif que le second dont la crédibilité sur les questions économiques et sociales reste en deçà de ses compétences en politique étrangère. Au cœur de l'été, la crise entre la Russie et la Géorgie fut un événement qui focalisa l'attention sur un point fort de John

McCain, la sécurité nationale, et qui permit au candidat républicain de rester compétitif face à Barack Obama. La faillite de Lehman Brothers, le rachat de Merrill Lynch et l'aide d'urgence accordée par la Réserve Fédérale à l'assureur AIG, apparaissent comme l'équivalent de la crise géorgienne. Ils recentrent la campagne sur un enjeu plus favorable aux démocrates, l'économie. Encore faut-il que Barack Obama parvienne à s'extirper du piège de la campagne négative dans lequel l'ont attiré les républicains et à refaire passer son message^{xlviii}. **Dans cette perspective, le manque d'expérience du candidat démocrate dans des campagnes difficiles contre des adversaires organisés et acharnés pourrait constituer un sérieux handicap.**

L'État-clé de la semaine : le Nouveau-Mexique^{xlix}

Population : 1,96 millions

Nombre de voix au Collège électoral : 5

Peu d'États apparaissent aussi disputés que le Nouveau-Mexique. En 2000, le démocrate Al Gore obtint à peine 0,1 % de voix de plus que George W. Bush. En 2004, ce dernier l'emporta avec 1 % de plus que John Kerry. Avec 5 voix au Collège électoral, le Nouveau-Mexique ne peut à lui seul décider du résultat du 4 novembre. Il appartient cependant à un groupe d'États de l'Ouest (avec le Colorado et le Nevada) dans lesquels le résultat pourrait être décisif pour l'issue du scrutin. Barack Obama peut compter sur l'appui du gouverneur démocrate d'origine hispanique, Bill Richardson, ainsi que sur la désorganisation des républicains. 100 000 démocrates de plus que les républicains sont en effet inscrits sur les listes électorales de l'État. John McCain peut bénéficier de la proximité avec son État d'origine, l'Arizona, ainsi que de ses positions modérées en matière d'immigration. À surveiller le 4 novembre : le comportement électoral des hispaniques qui constituent près de la moitié de la population de l'État.

Pour aller plus loin :

- E. J. Dionne, « [Capitalism's Reality Check](#) », *Washington Post*, 11 juillet 2008.
- Nick Timiraos et al., « [Candidates Promise Broad Changes for Wall Street](#) », *The Wall Street Journal*, 17 septembre 2008.
- John Harris, « [Bill Clinton's advice to Barack Obama](#) », *Politico.com*, 12 septembre 2008.
- Michael Scherer, « [McCain's Outraged and Outrageous Campaign](#) », *Time magazine*, 15 septembre 2008.
- Katrina Vanden Heuvel, « [The Unbearable Lightness of Election 2008](#) », *The Nation*, 16 septembre 2008.

BULLETIN 6 – SEMAINE DU 25 SEPTEMBRE 2008

- Barack Obama prend l'avantage dans les sondages.
- La crise financière place la campagne sur un terrain favorable aux Démocrates, mais elle pose des problèmes pour les deux candidats.
- Le plan de sauvetage présenté par l'administration Bush et négocié avec le Congrès apparaît nécessaire, mais il suscite des réserves.
- L'État-clé de la semaine : le New Hampshire.

Les faillites des institutions comme Lehman Brothers, Merrill Lynch et AIG, qui plongent les marchés financiers dans une forte zone de turbulences depuis près de deux semaines, sont en fait le quatrième épisode d'une crise financière qui a débuté en août 2007 avec l'éclatement de la bulle immobilière¹. **L'épisode actuel est cependant le plus marquant pour trois raisons. Premièrement, il implique une intervention exceptionnelle du gouvernement fédéral dans l'économie. Deuxièmement, il a lieu à un moment clé de la campagne pour les élections du 4 novembre. Troisièmement, il peut se traduire par un creusement du fossé entre la population américaine et ses représentants à Washington.**

Afin de restaurer la confiance et d'éviter un effondrement total du système financier qui plongerait l'économie américaine dans une période sombre, le secrétaire au Trésor, Henry Paulson, a annoncé un plan colossal de 700 milliards de dollars. Or, **ce plan suscite un certain scepticisme sur les marchés (où les hausses succèdent aux baisses sur une base quasi quotidienne), chez les observateurs, et même un malaise chez nombre de représentants américains, en particulier Républicains.** De nombreux points restent en effet à préciser : de quels avoirs risqués le gouvernement fédéral va soulager les institutions financières ? Quelle autorité auront le secrétaire au Trésor et la Réserve Fédérale dans la mise en œuvre de ce plan ? L'agence gouvernementale qui va être créée doit-elle simplement reprendre les créances douteuses ou bien le gouvernement (et donc la population) doit-il obtenir des parts dans les entreprises qu'il aide, quitte à opérer à des nationalisations ? Un plan aussi coûteux est-il fondamentalement nécessaire alors que cette crise financière n'affecte – pour le moment – que peu l'économie américaine où le taux de chômage n'est pas à un niveau aussi catastrophique que lors de la Grande Dépression (il est de 6,1 % aujourd'hui contre 24 % au début des années 1930) et où les taux hypothécaires sont sous contrôle depuis la nationalisation de Freddie Mac et Fannie Mae ? Le marché ne peut-il pas de lui-même se réguler par la disparition des institutions financières qui ont failli et la consolidation du secteur par une absorption des banques d'investissement par les banques commerciales qui, elles, disposent de capital ?

Dans son allocution du mercredi 24 septembre, la première entièrement consacrée à l'économie depuis son arrivée à la Maison-Blanche en 2001, le président Bush a mis l'accent sur la gravité de la situation et l'urgence d'agir. L'objectif premier était de presser ses alliés républicains à accepter le plan de l'administration. En effet, nombre de représentants et sénateurs républicains craignent que dans un contexte électoral déjà très difficile, ce plan de sauvetage

s'avère impopulaire auprès de leur électorat. Ainsi, seulement de 40 à 60 représentants républicains sont actuellement disposés à appuyer le plan^{li}, pour lequel les Démocrates, majoritaires à la Chambre des représentants et au Sénat, veulent un accord bipartisan le plus large possible. L'enjeu pour les deux partis est donc délicat : ils doivent faire adopter une solution pour sauver l'ensemble de l'économie américaine tout en évitant l'odieux électoral d'être perçus comme sauvant quelques grandes entreprises de Wall Street dont l'irresponsabilité a conduit à la catastrophe^{lii}.

Le Congrès votera l'intervention massive du gouvernement fédéral pour sauver un système financier dont dépendent l'ensemble de l'économie américaine et une bonne partie de l'économie mondiale. Cependant, les responsables politiques à Washington, en particulier au Congrès, doivent faire preuve de vigilance et ne pas précipiter l'adoption d'une solution dont les mécanismes doivent encore être précisés et dont l'efficacité n'est pas certaine^{liii}. Surtout, les acteurs politiques à Washington doivent veiller à ce que cette intervention aide l'ensemble de la population américaine et ne soit pas perçue comme un sauvetage de quelques irresponsables privilégiés.

Saviez-vous que ...

Les hauts dirigeants de Lehman Brothers, dont la faillite a accéléré la crise financière actuelle, ont la possibilité de réclamer des « primes » dont le montant total atteint les 2,5 milliards de dollars^{liv}.

Cette crise représente un tournant majeur dans la campagne. La situation incertaine de l'économie place les débats sur un terrain traditionnellement favorable aux Démocrates et souvent fatal au pouvoir en place. Barack Obama bénéficie donc nettement des circonstances actuelles. Mais, **l'ampleur de la crise crée de l'incertitude et des problèmes pour les deux candidats qui doivent jouer auprès de leurs partis à Washington un rôle de chefs responsables.** Or, aucun des deux candidats n'a de solution précise à présenter à la population américaine pour sortir le pays du marasme. Ils partagent en fait les mêmes principes généraux sur la résolution de la crise actuelle : le mécanisme de règlement doit être transparent et la population ne doit pas subir le coût des mesures sans avoir de garanties de bénéficier d'une amélioration de la situation^{lv}. Pire, en allant à Washington ils courent le risque d'être associés à une classe politique en laquelle la population n'a guère confiance. George W. Bush et le Congrès se disputent en effet la palme de la plus grosse côte d'impopularité. Le premier a un taux de satisfaction de 31 %, le second de 22 %^{lvi}.

Des deux candidats à l'élection présidentielle, John McCain est sans conteste aujourd'hui dans la position la plus délicate. Au-delà de son peu d'expérience sur les questions économiques, il est handicapé par ses prises de position tout au long de sa carrière au Sénat. Par exemple, il a voté pour toutes les lois favorisant la déréglementation et a longtemps été partisan, dans la lignée de la philosophie reaganienne, d'un désengagement de l'État dans les affaires économiques. En outre, depuis le début de ce nouvel épisode de la crise financière, il ne semble pas avoir de positions précises, fermes et claires sur des sujets tels que l'aide d'urgence de 85 milliards de dollars accordée au géant de l'assurance AIG ou le degré de responsabilité du président de l'organe de surveillance des activités financières, la *Securities and Exchange Commission (SEC)*^{lvii}. Dans le premier cas, il s'est opposé à l'aide consentie par le gouvernement

fédéral, avant d'y être favorable et de s'y opposer de nouveau. Dans le cas du président de la SEC, Chris Cox, dont il avait approuvé la nomination en 2005, il a affirmé que s'il était président, il l'aurait renvoyé pour avoir « trahi la confiance de la population ». McCain s'est par la suite rétracté et a qualifié Cox de « *good man* ». Enfin, en affirmant que les fondements de l'économie américaine sont « solides », il a commis à ce jour le plus grave faux pas de la campagne. Il a ainsi renforcé l'image de son incompétence économique tout en apparaissant déconnecté de la réalité des Américains.

Barack Obama n'a pas manqué d'exploiter les faiblesses et erreurs de son adversaire. Pour autant, même si la situation actuelle le favorise dans la course à la Maison-Blanche, elle hypothèque fortement la marge de manœuvre dont il disposerait s'il gagnait l'élection. En effet, si le gouvernement fédéral décide de dépenser 700 milliards de dollars pour sauver le système financier, Obama n'aura pas les moyens financiers pour mettre en œuvre son ambitieux programme de politique intérieure. Par exemple, son projet de réforme de l'assurance-maladie, évalué à 65 milliards par année, ou son programme de 15 milliards pour favoriser la création d'emplois dans les activités « vertes » pourraient ne pas voir le jour^{lviii}. De plus, face à une situation dégradée du budget fédéral, il ne devrait pas être en mesure de tenir sa promesse de diminuer les impôts pour la classe moyenne, au contraire. Une éventuelle bouffée d'oxygène budgétaire pourrait alors provenir du retrait des troupes d'Irak afin d'économiser les quelque 120 milliards que coûte annuellement la présence américaine.

Dans un contexte où la précarité de la situation économique oblige John McCain et Barack Obama à se focaliser sur des questions qui ne sont pas leur spécialité et à accroître le nombre d'experts en économie dans leurs équipes de campagne respectives, **l'enjeu des trois débats présidentiels qui commencent demain vendredi 26 septembre** (la demande de report formulée par le candidat républicain devant rester sans suite) **est simple**. Celui des deux candidats qui parviendra à convaincre la population qu'il est le plus apte à sortir le pays des difficultés économiques actuelles aura fait un pas de géant vers la Maison-Blanche. **Pour paraphraser le slogan de campagne de Bill Clinton en 1992, *It's the economy, stupid*, les dernières semaines avant le 4 novembre se résument donc à : *It's the confidence, stupid*.**

L'État-clé de la semaine : le New Hampshire^{lix}

Population : 1,3 millions

Nombre de voies au Collège électoral : 4

Les tendances récentes, notamment l'arrivée au cours des dernières années d'habitants plus libéraux provenant de l'extérieur de l'État, laissent penser que le New Hampshire devrait devenir un solide bastion démocrate. La conquête du siège du sénateur républicain John Sununu est ainsi un objectif affiché du parti démocrate pour les élections du 4 novembre. John McCain, qui a gagné les primaires républicaines en 2000 et 2008, pourrait cependant bénéficier de l'attrait que suscite sa personnalité auprès de la population locale. Son image de *maverick* (rebelle) est en effet très appréciée dans un État dont la devise est « *Life Free or Die* ». À surveiller le 4 novembre : le vote des Indépendants qui représentent 40 % de l'électorat.

Pour aller plus loin :

- Jonathan Martin et Glenn Thrush, « [Market troubles benefit Obama](#) », *Politico.com*, 20 septembre 2008.
- Robert Samuelson, « [The Great Confidence Game](#) », *Washington Post*, 22 septembre 2008 .
- Michael Cooper, « [For the Nominees, New Roles and New Risks](#) », *The New York Times*, 25 septembre 2008.
- Patrick Healy, « [Pact on Debates Will Let McCain and Obama Spar](#) », *The New York Times*, 21 septembre 2008.

BULLETIN 7 – SEMAINE DU 2 OCTOBRE 2008

- Barack Obama accentue son avance dans les sondages et s'installe pour la première fois dans la zone des 50 % d'intentions de vote.
- La difficile adoption par le Congrès du plan de sauvetage du secteur financier ne constitue pas vraiment une surprise.
- Le débat entre les candidats à la vice-présidence pourrait n'avoir qu'un impact limité, sauf si Joe Biden, ou Sarah Palin, commet une erreur colossale.
- L'État-clé de la semaine : la Floride.

Trois facteurs expliquent les difficultés qu'éprouve le Congrès à adopter un plan d'aide d'urgence au secteur financier : le déficit de *leadership* à Washington, en particulier au sein du parti républicain ; des oppositions idéologiques ; ainsi que des craintes électorales. Bien que la crise actuelle favorise les Démocrates et Barack Obama dans la perspective des élections du 4 novembre, elle est le symptôme d'un malaise américain plus profond et annonciatrice de lendemains difficiles pour les Etats-Unis.

Malgré un large consensus sur la nécessité d'une intervention massive et rapide du gouvernement fédéral pour éviter la propagation de la crise financière à l'ensemble de l'économie, **la difficile adoption par le Congrès d'un plan de sauvetage n'est guère surprenante**. Tout d'abord, il apparaît qu'en cette veille d'élections, le **déficit de leadership politique à Washington** est patent. La situation du président Bush est à cet égard spectaculaire. Handicapé par un taux de popularité qui a atteint un nouveau plancher avec simplement 26 % d'opinions favorables^{lx}, il a été incapable de convaincre une majorité de la population et de ses « alliés » républicains au Congrès de l'urgence d'agir. Le pire pour George W. Bush est cependant que son incapacité à convaincre ne se limite pas aux dernières semaines de sa présidence. Cette situation prévaut en fait depuis le début de son second mandat en janvier 2005. Au soir de sa réélection en novembre 2004, il clamait en effet disposer d'un capital politique dont il comptait user pour transformer profondément les Etats-Unis. Or, dès 2005, il n'a été en mesure de faire passer aucun de ses ambitieux projets, que ce soit la réforme de la sécurité sociale, la refonte du code fiscal, la révision de la politique d'immigration ou même la vente de ports à une société de Dubaï.

Ce vide politique laissé par une administration impopulaire et sur le départ n'a pas été comblé, que ce soit par les différents chefs politiques au Congrès ou par les deux candidats à l'élection présidentielle. Les premiers ont affirmé au cours de la semaine vouloir transcender les clivages partisans pour proposer une solution. Ils se sont cependant avérés incapables de surmonter les querelles politiques. Nancy Pelosi et Harry Reid, les chefs démocrates respectivement à la Chambre et au Sénat, n'ont pu s'empêcher de dénoncer la responsabilité de l'administration Bush et des Républicains dans la crise actuelle. De leur côté, les Républicains se sont montrés incapables d'ignorer cette querelle et surtout de s'entendre sur une proposition dont l'un des leurs, le président Bush, fut un architecte principal. Les candidats à l'élection présidentielle souffrent également, certes à des degrés divers, de cette situation précaire. John

McCain a sans conteste le plus perdu, pour l'instant. Son pari de suspendre sa campagne pour faire avancer la recherche d'une solution à Washington a échoué. Pire, la crise ramène au devant de la scène politique George W. Bush dont l'impopularité est indéniablement un obstacle majeur pour tout républicain se présentant aux élections de novembre. Barack Obama semble avoir opté pour la posture la plus habile pour le moment : en retrait et mesuré dans ses propos sur la crise financière, il bénéficie d'une conjoncture d'incertitude économique traditionnellement favorable aux Démocrates. Or, comme l'a démontré le débat tenu le 26 septembre, aucun des deux candidats n'est en mesure de proposer de solution précise et concrète pour sortir l'économie américaine de la tourmente.

L'existence de divergences idéologiques profondes est le second obstacle à l'adoption du plan de sauvetage gouvernemental du secteur financier. Certains démocrates (40 % d'entre eux ont voté contre ce plan lundi dernier) expriment des réserves vis-à-vis d'une solution qui ne protégerait pas assez les contribuables et qui ne tiendrait pas suffisamment compte des difficultés concrètes, par exemple la perte de logement, que certains Américains vivent. L'opposition idéologique la plus forte vient cependant des conservateurs au sein du parti républicain. Les deux tiers des représentants républicains ont en effet rejeté le plan lundi, entraînant une chute historique des marchés financiers. Il n'est pas acquis que vendredi 3 octobre ils votent en faveur du plan amendé et adopté par le Sénat le 1^{er} octobre^{lxi}. En effet, ces conservateurs s'opposent par principe à une intervention massive de l'État dans l'économie, attachés qu'ils sont à la conception reaganienne de la dérégulation^{lxii}. Or, ces conservateurs constituent la génération montante du parti républicain auquel ils reprochent, et en particulier à George W. Bush, la rupture au cours des derniers années d'avec les préceptes conservateurs, tels la rigueur budgétaire (le déficit de l'État fédéral avoisine pour cette année les 500 milliard de dollars) ou la limitation de l'interventionnisme étatique. Dénonçant un manque de conservatisme et non ses excès, ces républicains se heurtent toutefois à un problème majeur : l'actuelle remise en question des préceptes reaganien et l'émergence d'un consensus plus favorable à un rôle actif de l'État dans l'économie pour pallier les carences du marché.

Saviez-vous que ...

Malgré la défaite lors des élections de mi-mandat en 2006 et le contexte difficile des élections de 2008, il existe une génération montante de conservateurs au sein du parti républicain. Ceux-ci considèrent que les difficultés actuelles des Républicains résultent d'un oubli des préceptes conservateurs. On trouve dans cette génération des personnes telles qu'Eric Cantor de la Virginie (45 ans), Paul Ryan du Wisconsin (38 ans), Jeb Hensarling du Texas (51 ans), ou encore Mike Pence de l'Indiana (49 ans)^{lxiii}.

Le troisième et dernier obstacle est électoral. À la différence des sénateurs, l'ensemble des représentants voient leur siège remis en jeu lors des élections du 4 novembre^{lxiv}. Dès lors, ceux-ci sont particulièrement attentifs aux réactions de l'opinion publique. Jusqu'à présent, une majorité de la population américaine s'est montrée nettement opposée au plan de sauvetage du secteur financier, envoyant des milliers de courriers et d'appels téléphoniques à ses représentants. Le déficit de pédagogie de la part de l'ensemble des promoteurs de ce sauvetage, autant les décideurs politiques qu'économiques, explique en bonne partie le scepticisme de la population^{lxv}.

L'usage du terme « bailout » et non de « rescue » par exemple est ainsi mis de l'avant comme ayant ancré la perception que ce plan visait à aider des institutions financières déraisonnables et non l'ensemble de la population américaine^{lxvi}. Or, même si la crise affecte aujourd'hui essentiellement les marchés financiers, ces mécanismes laissent entrevoir qu'elle se traduira à plus ou moins long terme sur l'ensemble de l'économie américaine. Préoccupés par des élections qui s'annoncent particulièrement difficiles pour eux, les représentants républicains dont les perspectives de réélection sont les plus fragilisées ont donc préféré rejeter massivement (les deux tiers ont voté contre) ce plan au lieu d'en expliquer les objectifs ou même d'exposer clairement leurs objections de principe.

La crise financière est la toile de fond dominante de la vie politique américaine depuis plus d'un an. Elle influence le déroulement de la campagne électorale. Barack Obama en bénéficie nettement. Dans le même temps, **elle éclipse l'importance du débat entre candidats à la vice-présidence qui a lieu ce soir 2 octobre.** Du fait de la personnalité des deux aspirants, en particulier de leur potentiel gaffeur, ce débat est très attendu. Son impact sur la campagne pourrait cependant n'être que très limité dans la mesure où l'économie n'est le point fort ni de Joseph Biden, ni de Sarah Palin. **À moins que l'un des deux commette une erreur monumentale qui viendrait miner la crédibilité de l'ensemble du ticket candidat à la Maison-Blanche.** Au-delà des élections, cette crise apparaît comme le vecteur d'une réévaluation potentiellement majeure de la pensée économique et du mode de vie américains. Elle apparaît même comme le « talon d'Achille » par lequel le colosse Etats-Unis pourrait voir sa prédominance sur la scène internationale s'effriter. **Le mandat du 44^e président des Etats-Unis s'annonce donc dores et déjà périlleux.**

L'État-clé de la semaine : la Floride^{lxvii}

Population : 18 millions

Nombre de voix au Collège électoral : 27

Avec 27 voix, la Floride est l'État-clé le plus important dans la course au Collège électoral. John McCain bénéficiait jusqu'à tout récemment d'un – léger – avantage dans un État dont la composition démographique (beaucoup de retraités et des hispaniques d'origine cubaine plutôt conservateurs) est traditionnellement favorable aux Républicains. Il peut également compter sur le soutien actif du gouverneur de l'État, Charlie Crist. Or, avec des sondages début octobre le donnant en avance, Barack Obama voit ses nombreux investissements en ressources et en temps être récompensés. Il peut aussi compter sur une forte hausse de l'inscription des électeurs démocrates sur les listes électorales pour espérer être très compétitif en Floride. À surveiller le 4 novembre : la participation des électeurs démocrates ; l'écart entre les deux candidats dans un État qui fut au cœur de la controverse sur le recompte des voix lors de l'élection de 2000.

Pour aller plus loin :

- Alexander Burns, « [On small stage, Palin scored big debate wins](#) », *Politico.com*, 1^{er} octobre 2008.
- David Leonhardt, « [Lesson From a Crisis: When Trust Vanishes, Worry](#) », *The New York Times*, 1^{er} octobre 2008.
- Mike Allen et Jonathan Martin, « [Nervous GOP urges McCain to attack](#) », *Politico.com*, 1^{er} octobre 2008.
- Harold Meyerson, « [Slow Rise for a New Era](#) », *Washington Post*, 1^{er} octobre 2008.
- Charles-Philippe David et Julient Tourreille, dir. *Le conservatisme, un mouvement qui a transformé les États-Unis*, Ste-Foy, PUQ, 2007.

BULLETIN 8 – SEMAINE DU 9 OCTOBRE 2008

- Barack Obama creuse son avance dans les États traditionnellement démocrates et est même en tête dans des États traditionnellement républicains, comme le Colorado, la Floride ou encore la Virginie.
- Le second débat présidentiel fut décevant, les deux candidats n'apparaissant guère à la hauteur des enjeux historiques de cette élection.
- Une mauvaise compréhension de la crise risque de se traduire par de mauvais remèdes.
- L'État-clé de la semaine : le Michigan.

Alors que la crise financière connaît de nouvelles convulsions malgré l'adoption par le Congrès américain vendredi 3 octobre du plan de sauvetage proposé par l'administration Bush^{lxviii}, **le second débat entre les candidats à l'élection présidentielle fut décevant.** Ni Barack Obama, ni John McCain n'ont semblé en mesure de proposer des solutions pour sortir d'une crise dont les mécanismes apparaissent compliqués et sont sujets à discussions. Quoiqu'il en soit, **la période actuelle se traduira très probablement par une redéfinition de la place des États-Unis sur la scène internationale.**

Mardi 7 octobre, lors du second débat de l'élection présidentielle, les promesses des candidats de rénover la pratique politique apparurent fort lointaines. En effet, John McCain et Barack Obama ont opté pour un plan de match peu ambitieux. Ils ont soigneusement évité les erreurs grossières et les attaques frontales, tout en s'accrochant aux mêmes arguments généraux utilisés depuis des semaines. **Au-delà de la seule fatigue engendrée par une campagne très longue, trois facteurs expliquent le caractère décevant de ce débat^{lxix}.** Premièrement, **les règles qui le régissent sont trop strictes.** L'organisation des débats est le résultat d'une longue et pointilleuse négociation entre les deux équipes de campagne. L'accord conclut pour les débats de cette année comportait ainsi une trentaine de pages. Or, l'objectif de ces négociations n'est pas tant de permettre une discussion approfondie des enjeux entre prétendants à la présidence que d'assurer qu'aucun des candidats ne se trouve dans une situation hasardeuse. Sachant qu'aucun candidat sérieux ne peut refuser de participer à ces débats, la commission qui les organise devrait cependant conserver toute la latitude nécessaire pour que ces rendez-vous soient bénéfiques pour les citoyens. Par exemple, le modérateur devrait être en mesure de renoncer aux étroites contraintes de temps pour discuter sérieusement d'un enjeu important. À ce titre, dans le second débat les deux candidats ont passé moins de 10 minutes à discuter du plan qu'ils mettraient en œuvre pour sortir de la crise actuelle...

Deuxièmement, **les candidats ne répondent pas aux questions posées et préfèrent s'en tenir à leurs thèmes et slogans de campagne** au détriment de propos plus spécifiques et parfois moins complaisants vis-à-vis de la population^{lxx}. Ce comportement peut apparaître moins évident chez John McCain et Barack Obama que chez Sarah Palin. Les deux premiers ont en effet une grande expérience de la scène politique et des talents oratoires dont ne dispose pas la seconde. Pour autant, le vide de leurs réponses est frappant pour peu que l'on relise les comptes-rendus écrits

des débats. Les réponses à la première question du débat de mardi (quelles sont les mesures concrètes, immédiates que vous prendriez pour aider les personnes âgées qui sont les plus touchées par la chute des marchés et de la valeur de leurs maisons ?) furent à cet égard révélatrices. Barack Obama se lança dans une habituelle dénonciation des effets pervers de la dérégulation, du comportement indécent de certains grands patrons (ceux d'AIG avaient pris des vacances luxueuses quelques jours après le sauvetage de l'entreprise par le gouvernement fédéral) et affirma la nécessité d'un système de santé public. McCain ne répondit pas à la question dans un premier temps, appelant à baisser les impôts et à l'indépendance énergétique des Etats-Unis. Il fut par après plus spécifique affirmant qu'il demanderait à son secrétaire au Trésor de racheter les hypothèques les plus à risque pour stabiliser le marché immobilier et permettre aux personnes de conserver leur maison. Malgré les implications, notamment financières, de cette proposition, aucune précision ni discussion plus approfondie ne suivit.

Troisièmement, **le cœur de la stratégie de campagne des deux candidats a atteint ses limites**^{lxxi}. Barack Obama et John McCain sont certes des candidats exceptionnels qui ont habilement joué de leurs parcours personnels pour obtenir l'investiture de leurs partis. Tous deux ont une histoire singulière et incarnent un vent de réforme, si ce n'est de changement, de la pratique politique. Or, depuis le début de l'automne et de la véritable campagne électorale, aucun n'a délivré de discours inspirant, aucun n'a présenté de vision pour sortir les Etats-Unis d'une des périodes les plus délicates de leur histoire contemporaine, aucun n'a produit de performance remarquable dans les deux premiers des trois débats. Dès lors, **la décision que doivent prendre les Américains le 4 novembre prochain pourrait se limiter à un choix par défaut, voire par dépit**. La « lune de miel » risque alors d'être brève pour le nouveau président. S'il manque de capital politique, il ne pourra pas mettre en œuvre les mesures nécessaires, parfois douloureuses, pour sortir les Etats-Unis de leur actuelle ornière.

Saviez-vous que ...

Depuis la fin des années 1940, les Etats-Unis ont connu pas moins de 10 récessions qui n'ont pas conduit à des catastrophes nationales. Elles ont en moyenne duré 10 mois et le taux de chômage a atteint en moyenne 7,6 % (il était en septembre 2008 à 6,1 %). Les deux pires récessions, celles de 1973-75 et 1981-82, ont duré 16 mois avec des taux de chômage maximum de 9 et 10,8 % respectivement^{lxxii}.

Dans un tel contexte, alors que la population va subir les conséquences économiques de la crise financière, que la déception à l'encontre du libre marché peut susciter des tendances protectionnistes et que les candidats à l'élection présidentielle ne sont guère inspirés, **le risque est grand que les prochains décideurs à Washington prennent les mauvaises décisions**. Par exemple, la dérégulation est plus souvent qu'autrement présentée comme la cause de la débâcle de Wall Street. Or, des voix essayent de se faire entendre, notamment des économistes, pour nuancer cet argument^{lxxiii}. Ceux-ci avancent, de façon convaincante, que la cause fondamentale de la crise actuelle réside dans une trop grande facilité d'obtention du crédit, même par des acteurs manifestement non-solvables. Ainsi, *Freddie Mac* et *Fannie Mae* se seraient lancés dans l'octroi d'hypothèques à haut risque avec les encouragements du gouvernement fédéral qui agissait comme garantie en dernier recours d'une part, et grâce à une politique d'accès facile aux liquidités promue par la Réserve Fédérale d'autre part. Une évaluation précipitée et erronée d'un problème ne peut guère déboucher sur des solutions efficaces^{lxxiv}.

La crise financière actuelle nécessite certes une intervention des pouvoirs publics et une redéfinition des règles du jeu des marchés financiers, tant aux Etats-Unis qu'à l'échelle internationale. Un « Bretton Woods » apparaît alors nécessaire. **Cependant, cette crise n'est qu'un symptôme d'un problème beaucoup plus profond qui fragilise la prospérité américaine et par conséquent la place des Etats-Unis sur la scène internationale**^{lxxv}. Les Etats-Unis sont une grande puissance qui vit à crédit, tant au niveau du gouvernement fédéral qu'à celui des particuliers. **Fragilisés par la crise actuelle, les Etats-Unis verront donc à moyen terme leur marge de manœuvre, leur souveraineté contrainte par les demandes et par les intérêts qu'ils doivent à leurs bailleurs de fonds**, tels que la Chine ou les pétromonarchies du Golfe Persique^{lxxvi}. Une profonde remise en cause de ce « mode de vie » à crédit, aussi douloureuse soit-elle est donc urgente. D'autant plus qu'un des plus gros défis pointe à l'horizon : avec le vieillissement de la population, les coûts de l'assurance-maladie (*Medicare*) et de la sécurité sociale (*Social Security*) vont croître de manière exponentielle pour atteindre 10 % du PIB (contre 4 actuellement)^{lxxvii}. La crise actuelle n'apparaîtra alors que comme un prélude ou, mieux, comme une piqûre salutaire. Dans cette perspective, les décisions du prochain président et du prochain Congrès seront donc décisives pour l'avenir des Etats-Unis^{lxxviii}.

L'État-clé de la semaine : le Michigan^{lxxix}

Population : 10 millions

Nombre de voies au Collège électoral : 17

Aucun candidat républicain à la Maison-Blanche n'a remporté le Michigan depuis 1988. Cette situation va perdurer cette année. En effet, John McCain avait de forts espoirs d'être compétitif dans cet État durement touché par la crise de l'industrie automobile et délaissé par Barack Obama pendant les primaires démocrates. Il espérait bénéficier du manque d'attractivité d'Obama vis-à-vis de l'électorat des classes moyenne et ouvrière. Or, la crise financière et les incertitudes économiques ont rendu le terrain plus favorable au candidat démocrate. Début octobre, John McCain a donc décidé d'abandonner les efforts dans cet État, illustrant les difficultés croissantes que rencontre le candidat républicain à être compétitif dans les États-clés et même à préserver des États traditionnellement républicains, comme la Floride. À surveiller le 4 novembre : la victoire de Barack Obama dans le Michigan ne fait guère de doutes, mais le taux de participation sera un indicateur de la confiance accordée par les électeurs au prochain président pour sortir de la crise actuelle.

Pour aller plus loin :

- Francis Fukuyama, « [The Fall of America, Inc.](#) », *Newsweek*, 13 octobre 2008.
- Steven Malanga, « [The Bailout and the Vanishing Taxpayer](#) », *RealClearMarkets.com*, 8 octobre 2008.
- Alvaro Vargas Llosa, « [Myth Busters](#) », *The New Republic*, 8 octobre 2008.
- Sebastian Mallaby, « [Blaming Deregulation](#) », *Washington Post*, 6 octobre 2008

BULLETIN 9 – SEMAINE DU 16 OCTOBRE 2008

- Barack Obama consolide son avance dans les sondages et dans les États-clés.
- Le troisième et dernier débat présidentiel fut le plus intéressant mais il ne marque pas un tournant dans la campagne.
- Barack Obama dispose de trois atouts majeurs dans sa course vers la Maison-Blanche.
- L'État-clé de la semaine : la Pennsylvanie.

À moins de trois semaines de l'élection, **le dernier débat présidentiel constituait pour John McCain une des dernières occasions pour déstabiliser Barack Obama dans une course à la Maison-Blanche qui apparaît de plus en plus jouée.** Même si le format (les deux candidats étaient assis autour d'une table) a favorisé des échanges plus substantiels et dynamiques, ce dernier face-à-face n'aura cependant pas altéré la tendance qui se dégage depuis la mi-septembre et l'amplification de la crise financière. **Barack Obama vogue sur les éléments favorables aux Démocrates^{lxxx}, tandis que John McCain est proche d'être submergé par la vague économique,** devenue le seul enjeu d'importance aux yeux des électeurs.

Barack Obama a actuellement trois solides atouts en main. Premièrement, il est imperturbable et impossible à déstabiliser. Ce trait de caractère a certes pu lui valoir d'être qualifié d'arrogant ou d'élitiste, mais il s'est révélé un atout redoutable depuis l'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle en février 2007, tant au cours des primaires démocrates que lors des débats avec John McCain. Ainsi, alors que ce dernier a essayé de l'attaquer sur ses relations avec Bill Ayers, fondateur d'un groupuscule aux tendances terroristes, le *Weather Underground*, actif dans les années 1960, Barack Obama a répondu avec flegme et précision, parvenant même à retourner l'argument contre le candidat républicain. Il a en effet mentionné que le comité sur lequel il avait siégé avec M. Ayers avait été fondé par un ancien conseiller de Ronald Reagan. En période de crise sévère aux États-Unis, ce sang-froid combiné à une certaine assurance renforce très nettement la stature de présidentiable de Barack Obama. Il bénéficie par exemple d'un avantage de respectivement 14, 3 et 7 points dans des questions de sondages telles que qui est le meilleur *leader*, qui peut gérer une crise majeure soudaine et qui a le meilleur jugement^{lxxxii}. Même si celui-ci, tout comme John McCain, est toujours incapable de présenter un plan précis de sortie de crise.

Le deuxième atout dont dispose Barack Obama est la domination quasi-exclusive de l'économie comme enjeu de l'élection. Il bénéficie en la matière de la bonne réputation des Démocrates pour gérer ce type de questions, que ce soit du souvenir du *New Deal* de Franklin D. Roosevelt ou plus récemment des années heureuses de la présidence Clinton. Obama capitalise également sur le fait que la majorité des Américains considère les Républicains et l'administration Bush en particulier comme responsables de la crise économique actuelle et de la dégradation de la situation générale des États-Unis. Le fait que le parti Républicain soit largement perçu comme l'allié de Wall Street, bénéficiaire de ses largesses et sauveur de ses errements, renforce la volonté de sanctionner le parti au pouvoir.

Troisièmement, Barack Obama peut s'appuyer sur une manne financière considérable et dont les effets se font pleinement sentir. La campagne d'Obama inonde ainsi en ce moment les États-clés tels que la Virginie, l'Ohio, le Colorado ou encore la Floride de milliers de spots publicitaires et y emploie des armées d'organiseurs bien rémunérés dont la mission est de veiller à ce que les électeurs démocrates votent le 4 novembre. Par exemple, dans la seule région du nord de la Virginie, Obama a diffusé au cours des trois dernières semaines de septembre pas moins de 1342 publicités. Sur la même période et dans la même région, John McCain en a diffusé seulement 8 ! A niveau national, Barack Obama dépense huit fois plus que John McCain et le parti Républicain réunis en publicités^{lxxxii}. Cette puissance financière sans précédent du candidat démocrate lui permet d'être compétitif et même en avance dans des États traditionnellement favorables aux Républicains, comme la Virginie qui n'a pas voté pour un démocrate à l'élection présidentielle depuis 1964.

Saviez-vous que ...

Barack Obama a à ce jour amassé plus de 454 millions de dollars pour mener sa campagne, John McCain se contentant d'un peu plus de 230 millions. Une grande partie, environ 50 %, de ces sommes est utilisée pour financer des publicités télévisées. Obama a ainsi dépensé près de 200 millions pour diffuser 394 828 spots et McCain un peu plus de 96 millions pour 231 204 spots. La diffusion de ces publicités se concentre dans les États-clés pour remporter la Maison-Blanche, tout particulièrement le New Hampshire, la Pennsylvanie, l'Ohio, le Michigan, le Colorado, la Virginie et la Floride^{lxxxiii}.

Face à ces atouts du candidat démocrate, John McCain apparaît fort dépourvu. Incapable de déstabiliser Barack Obama lors des trois débats présidentiels, l'écart de 7 points en moyenne qui le sépare de Barack Obama dans les sondages nationaux depuis deux semaines apparaît de plus en plus difficile à combler. En fait, depuis le début des sondages pour l'élection présidentielle en 1936 par la société Gallup, un seul candidat est parvenu à combler un tel déficit si peu de temps avant le scrutin. Le 26 octobre 1980, Ronald Reagan était crédité de 39 % des intentions de vote contre 47 % pour Jimmy Carter^{lxxxiv}. Or, l'unique débat présidentiel qui avait permis à Reagan de renverser cette situation avait eu lieu le 28 octobre. John McCain ne dispose plus aujourd'hui d'une telle occasion et il semble devoir compter sur une erreur majeure de son adversaire (qui n'en a pas commis une en 20 mois de campagne) ou sur une crise internationale grave pour pouvoir espérer inverser la tendance qui le conduit vers la défaite.

Il n'est donc guère surprenant de constater que **les partisans et stratèges républicains soient inquiets, pessimistes et dans une large part résignés.** 80 % considèrent en effet comme très probable une victoire de Barack Obama^{lxxxv}. Beaucoup appellent à un changement radical de stratégie de campagne de John McCain. Ils militent soit pour une campagne plus agressive (en particulier sur les liens d'Obama avec le révérend Jeremy Wright), ou au contraire pour un retour du « vrai » McCain, l'imprévisible (le « maverick ») qui attirerait les indépendants. Quoiqu'il en soit, l'objectif pour nombre de Républicains est maintenant d'éviter que le scrutin du 4 novembre ne ressemble à un écrasement. C'est pourquoi John McCain devrait concentrer les dernières semaines et les quelques ressources financières dont il dispose à essayer de conserver des États traditionnellement républicains pour prévenir un raz-de-marée démocrate.

L'économie est sans conteste l'enjeu déterminant de cette élection présidentielle^{lxxxvi}. **Le prochain président n'aura cependant pas uniquement la lourde tâche de redresser le système financier et l'économie américaine. Il devra en outre :**

- Définir une stratégie de retrait de l'Irak qui ne fragilise pas les récents et fragiles acquis en matière de sécurité ;
- Élaborer une nouvelle stratégie pour le conflit afghan ;
- Préparer un budget de l'État fédéral pour 2010 dans un contexte économique et fiscal délicat (le déficit du budget fédéral pour 2009 pourrait atteindre 914 milliards de dollars) ;
- Réformer le système d'assurance-maladie et de protection sociale ;
- Gérer l'explosion des coûts et le déséquilibre budgétaire du système de santé pour les aînés, le *Medicare*^{lxxxvii}.

Les quatre années du prochain mandat présidentiel seront donc à la fois très longues, très chargées et trop courtes pour relever de tels défis.

L'État-clé de la semaine : le Michigan^{lxxxviii}

Population : 12,4 millions

Nombre de voies au Collège électoral : 21

La Pennsylvanie a été remportée par le candidat démocrate lors des quatre dernières élections présidentielles. Barack Obama y a été en difficulté lors des primaires démocrates, perdant face à Hillary Clinton par une marge de 10 points. John McCain avait alors beaucoup d'espoir d'être compétitif dans cet État où il pensait pouvoir compter sur le scepticisme des électeurs blancs de la classe moyenne et des *Reagan Democrats* vis-à-vis de Barack Obama. Or, l'explosion des inscriptions d'électeurs démocrates sur les listes électorales place ce dernier en excellente position pour remporter l'État. À surveiller le 4 novembre : le vote dans les banlieues périphériques de Philadelphie où les *Reagan Democrats* sont très nombreux. Philadelphie et Pittsburgh devraient massivement voter pour Obama.

Pour aller plus loin :

- Gail Collins, « [Three Guys and a Table](#) », *The New York Times*, 16 octobre 2008.
- Martin Kady, « [Democrats' plan : New Deal 2.0 ?](#) », *Politico.com*, 14 octobre 2008.
- Harold Meyerson, « [Gods That Failed](#) », *Washington Post*, 15 octobre 2008.
- John Harwood, « [History Suggests McCain Faces an Uphill Battle](#) », *The New York Times*, 13 octobre 2008.

BULLETIN 10 – SEMAINE DU 23 OCTOBRE 2008

- Barack Obama consolide son avance dans les sondages et dans les États-clés.
- La manne financière est un élément central dans la performance de Barack Obama.
- Les sommes dépensées pour cette élection 2008 devraient avoisiner les 2 milliards de dollars.
- L'État-clé de la semaine : la Caroline du Nord.

À moins de deux semaines du 4 novembre, **la situation semble se cristalliser en faveur du candidat démocrate Barack Obama**. D'une part, les derniers sondages soulignent qu'il consolide son avance dans la plupart des États-clés. Il devient même compétitif dans des États traditionnellement plus favorables aux Républicains, tels que la Virginie ou la Caroline du Nord. D'autre part, les Républicains apparaissent de plus en plus résignés et leur parti semble au bord d'une crise identitaire et idéologique majeure. Les critiques à l'endroit de la tactique et des choix de campagne de John McCain ainsi que l'appui à Barack Obama exprimés ce week-end par l'ancien secrétaire d'État Colin Powell n'en sont qu'une illustration supplémentaire. Elles s'ajoutent en effet aux réserves formulées par d'éminents observateurs conservateurs tels George Will et David Brooks.

Outre la personnalité du candidat et le contexte particulier de cette élection, **la manne financière dont dispose Barack Obama est un élément central de sa performance dans la course à la Maison-Blanche**. L'organisation de campagne qui a pu être mise en place grâce aux fonds colossaux dont dispose Obama atteint en ce moment son plein rendement. Il a ainsi amassé plus de 150 millions de dollars pour le seul mois de septembre. **Cette manne financière a conféré au candidat démocrate un double avantage sur son rival républicain**. Premièrement, l'équipe de Barack Obama a été en mesure de **déployer une vaste organisation de campagne** sur l'ensemble du territoire américain. Des milliers de militants et organisateurs locaux sont financés à travers les États-Unis. Des milliers de bureaux de campagne ont également pu être installés précisément dans les comtés les plus importants pour déterminer l'issue du scrutin dans les États-clés tels que la Virginie, la Floride ou encore le Colorado.

Deuxièmement, Barack Obama a pu utiliser cette manne financière pour **mettre en œuvre une énorme campagne publicitaire**^{lxxxix}. Dans nombre d'États ou de comtés clés pour l'élection, les publicités d'Obama saturent les stations de télévision et sont plus nombreuses que celles de John McCain dans une proportion avoisinant les 8 pour 1. Dès lors, même si John McCain a semblé plus dynamique lors du dernier débat, il n'a pas été en mesure de soutenir son message par la diffusion de spots publicitaires. L'omniprésence des publicités télévisées d'Obama noie le message de McCain et donne même l'impression qu'il n'y a plus qu'un seul candidat à la Maison-Blanche. Et tout cela sans compter les publicités sur Internet, dans les jeux vidéos ou encore les 30 minutes d'info-publicité achetées sur les grands réseaux de télévision pour le 29 octobre, qui ont obligé de décaler de 15 minutes un match de la série mondiale de baseball.

Saviez-vous que ...

Selon un sondage *New York Times*/CBS News du 21 octobre, Barack Obama a le plus haut taux d'opinions favorables pour un candidat non-sortant depuis Ronald Reagan en 1980. Sarah Palin a le plus fort taux d'opinions défavorables pour un candidat à la vice-présidence jamais enregistré par ce sondage, et le niveau de désapprobation de John McCain a augmenté de 10 points en un mois^{xc}.

L'utilisation efficace de l'Internet et la large base de petits contributeurs (environ 3,1 millions) ont souvent été mises de l'avant pour expliquer les sommes accumulées par Barack Obama. Or, **d'après les données de la *Federal Election Commission*, seulement un quart des 600 millions de dollars amassés par Obama provient de ces fameux petits contributeurs qui donnent moins de 200 dollars.** En pourcentage, cette proportion est même inférieure aux petites donations reçues par George W. Bush en 2004^{xc1}. Les règles de financement des campagnes électorales aux Etats-Unis sont complexes, ambiguës et pleines de failles. Les contributions individuelles sont ainsi plafonnées à 2300 dollars pour les primaires et à 2300 dollars pour la campagne générale. Un individu peut donc donner un maximum de 4600 dollars à un candidat. Cependant, il peut dépasser ce plafond en versant des contributions aux partis politiques, à des groupes d'actions politiques ou encore à **des fonds dédiés mis en place par les candidats, mais qui sont formellement distincts de leurs comptes de campagne. L'usage de tels fonds s'est considérablement développé avec cette élection.** Les plus importants sont le *Obama Victory Fund* et le *Committee for Change* du côté du candidat démocrate, le *Victory Fund* du côté de John McCain. Ces instruments ont ainsi permis de dépasser le plafond des contributions individuelles en recevant des donations allant jusqu'à 70 000 dollars.

Malgré l'explosion du nombre de petits contributeurs qui traduit un intérêt certain pour la chose politique et qui peut être perçue comme une démocratisation accrue du processus électoral, l'existence de tels fonds rappelle l'importance des grands donateurs traditionnels dans le jeu politique américain. Les grandes industries et entreprises qui ont des intérêts à Washington sont les plus généreuses pour chacun des candidats. Par exemple, **la majorité des contributions supérieures à 25 000 dollars, tant pour Barack Obama que pour John McCain, proviennent du secteur de la finance, incluant des représentants des firmes au cœur de la crise actuelle,** telles que Bear Stearns, Lehman Brothers ou AIG^{xcii}.

Les 2 milliards de dollars qui seront dépensés au cours de ces élections 2008^{xciii} ne manqueront pas d'alimenter les débats traditionnels sur l'état et les dérives du système politique américain. Une victoire de Barack Obama confirmera la thèse selon laquelle le candidat qui dépense le plus d'argent l'emporte. Plus de 30 ans après le scandale du *Watergate* qui avait été à l'origine d'efforts d'encadrement du financement des campagnes électorales, en particulier par la mise en place d'un système public^{xciv}, ce système et cet encadrement atteignent leurs limites. Bien que Barack Obama puisse être un candidat remarquable dans des circonstances exceptionnelles, et que par conséquent de telles dépenses ne se reproduisent pas, il n'en demeure pas moins intéressant de voir comment le prochain Président et sa majorité au Congrès aborderont ce sujet majeur de la vie politique américaine.

L'État-clé de la semaine : la Caroline du Nord^{xcv}.

Population : 8,9 millions

Nombre de voies au Collège électoral : 15

La Caroline du Nord a une réputation de solide État républicain. Le dernier candidat démocrate à l'élection présidentielle à l'avoir remportée fut en effet Jimmy Carter en 1976. En 2004, la présence sur le ticket démocrate de John Edwards, sénateur de l'État, ne permit pas à John Kerry d'y gagner. Mais la perspective d'une large participation de la communauté afro-américaine et une évolution démographique plutôt favorable aux Démocrates dans les régions en forte croissance de Raleigh, Durham et Chapel Hill rendent Obama particulièrement compétitif. À surveiller le 4 novembre : tout comme la Virginie, le résultat en Caroline du Nord devrait être un bon indicateur de l'issue de l'élection 2008. Si John McCain l'emporte, la lutte sera plutôt serrée ; s'il perd, Barack Obama sera sur la voie d'une nette et large victoire.

Pour aller plus loin :

- Michael Luo et Griff Palmer, « [In Fine Print, a Proliferation of Large Donors](#) », *The New York Times*, 21 octobre 2008.
- Eugene Robinson, « [The Power of Powell's Rebuke](#) », *Washington Post*, 21 octobre 2008.
- Frank Rich, « [He Just Can't Quit W.](#) », *The New York Times*, 19 octobre 2008.
- Pour une vision détaillée des dépenses électorales, voir <http://www.cnn.com/ELECTION/2008/map/fundraising/>

BULLETIN 11 – SEMAINE DU 30 OCTOBRE 2008

- Barack Obama maintient son avance dans les sondages et dans les États-clés.
- Les indicateurs semblent favorables à une victoire de Barack Obama.
- La soirée électorale risque cependant d'être longue.
- L'État-clé de la semaine : l'Ohio.

À quelques jours du scrutin du 4 novembre, **l'ensemble des indicateurs semble favoriser Barack Obama**. En effet, son organisation sur le terrain contribuera à une participation massive de l'électorat démocrate, en particulier chez les jeunes et les Afro-Américains. La diffusion, mercredi 28 octobre en soirée, d'un spot publicitaire de 30 minutes sur les grands réseaux américains est la dernière illustration d'une puissance financière qui permet au candidat démocrate d'imposer son message et de noyer littéralement celui de John McCain. La domination de l'enjeu économique, l'impopularité du président Bush et des guerres en Irak et en Afghanistan rendent le contexte particulièrement favorable aux Démocrates. Les tensions et les critiques au sein du parti républicain, en particulier concernant la désignation de Sarah Palin comme candidate à la vice-présidence, démontrent enfin le désarroi dans lequel est plongé un parti qui aspirait à imposer une « ère conservatrice » suite à la réélection de George W. Bush en 2004.

Les discussions et les prédictions sur l'ampleur de la victoire annoncée de Barack Obama sont de plus en plus nombreuses. L'écart au suffrage populaire national séparant Obama de McCain sera-t-il supérieur aux 5,6 points de Bill Clinton sur George H.W. Bush en 1992 ; aux 7,7 points de Bush sur Michael Dukakis en 1988 ; aux 8,5 points de Clinton sur Bob Dole en 1996 ; aux 9,7 points de Reagan sur Carter en 1980 ; ou même aux 10,9 points d'Eisenhower sur Adlai Stevenson en 1952 ?^{xvii} La victoire de Barack Obama est-elle donc acquise ? **Outre les indicateurs précédemment cités, d'autres éléments permettent d'envisager une accession du candidat démocrate à la présidence des États-Unis.**

Premièrement, le vote par anticipation devrait atteindre des sommets inégalés cette année. Le 4 novembre, près du tiers des électeurs américains auront en effet déjà voté. Alors que ce type de vote mobilisait traditionnellement les Républicains, les premières estimations paraissent nettement favorables à Barack Obama, tout particulièrement dans les États-clés. En Caroline du Nord, sur les 930 516 électeurs qui ont déjà voté, 56 % étaient démocrates et 27 % seulement était républicains. En Iowa, 51 % du vote par anticipation est le fait de Démocrates, contre 28 % pour les Républicains. En Floride, la situation est plus serrée. Démocrates et Républicains comptent respectivement pour 42,7 % et 42,6 % du vote anticipé, les premiers étant plus nombreux à se présenter aux bureaux de vote déjà ouverts et les seconds dominant dans le vote par la poste^{xviii}.

Deuxièmement, les difficultés que rencontre John McCain dans des États-clés traditionnellement favorables aux Républicains réduisent les options dont il dispose pour espérer atteindre le chiffre magique des 270 voix du Collège électoral. Au contraire, Barack Obama a vu

son éventail d'options s'élargir au cours des dernières semaines. Il est en effet en très bonne position dans tous les États-clés que John Kerry avait remportés en 2004, par exemple dans le Minnesota, le Wisconsin, le New Hampshire et la Pennsylvanie. De plus, Barack Obama est très compétitif et place John McCain sur la défensive dans un grand nombre d'États qui avaient voté pour George W. Bush en 2004. Il semble ainsi bien placé pour remporter l'Iowa et le Nouveau-Mexique. Ses chances sont également bonnes dans le Colorado, l'Ohio, la Virginie et le Nevada. La lutte avec John McCain reste serrée uniquement en Floride, Caroline du Nord, en Indiana et au Missouri.

Saviez-vous que ...

Alors que le taux de désapprobation de George W. Bush dépasse les 70 %, le candidat républicain John McCain devrait remporter pas moins du tiers des votes de ces Américains insatisfaits de l'action du président sortant pour espérer atteindre les 50 % au suffrage populaire national. Au-delà de John McCain, des faiblesses et erreurs de sa campagne, la chute de 10 % de l'identification partisane en faveur des Républicains au cours des 4 dernières années a fait de cette élection une course quasi impossible pour n'importe quel candidat républicain^{xcviii}.

La mobilisation électorale qu'illustre le succès du vote par anticipation et l'avance de Barack Obama dans la quasi-totalité des États-clés sont autant d'indices d'un potentiel raz-de-marée démocrate le 4 novembre. **Or, la soirée électorale pourrait être plus longue qu'anticipé. Tout d'abord, John McCain n'a pas encore abdiqué.** Fin septembre, son pari de suspendre sa campagne pour aller à Washington régler la crise financière a été un échec cuisant. Non seulement il n'a pas été en mesure d'imposer un plan d'action, il a surtout donné l'image d'un chef erratique et sans influence sur les événements et sur ses « collègues » républicains au Congrès. Malgré tout, les intentions de vote en sa faveur au niveau national restent aux alentours de 43 % en moyenne, ce qui n'est pas rien dans un environnement électoral particulièrement toxique pour tout Républicain. Alors que la presse et la majorité des observateurs enterrent le candidat républicain, il présente en ces derniers jours de campagne deux arguments qui pourraient réduire l'écart avec Obama. D'une part, McCain insiste de nouveau sur le manque d'expérience du candidat démocrate pour faire face à une situation internationale difficile, instable et dangereuse. Deuxièmement, il pourrait avoir trouvé avec « Joe le Plombier » une illustration à son argument selon lequel un pouvoir démocrate majoritaire (à la présidence et au Congrès) présente un risque de hausse des impôts et de dépenses gouvernementales incontrôlées^{xcix}. Dans un pays qui demeure de centre-droit, ce type d'argument n'est pas sans rencontrer un certain écho. Pour autant, ces deux arguments risquent d'être insuffisants face à la puissance inspiratrice du spot de 30 minutes diffusé par Obama le 28 octobre.

Ensuite, quels que soient les débats sur un éventuel « effet Bradley », il n'en demeure pas moins que l'histoire américaine, même la plus récente, met en évidence que **tout candidat à une fonction électorale doit se maintenir nettement au-dessus des 50 % d'intentions de vote dans les sondages pour être assuré de l'emporter.** Il apparaît en effet que le jour du scrutin, la grande majorité du vote des indécis se porte sur le candidat qui est mené et non sur celui qui est en tête dans les sondages. Même si Barack Obama est en bonne position, il n'est pas encore tout à fait dans une « zone de confort », que ce soit au niveau national ou dans des États-clés tels que la Floride, la Caroline du Nord, le Missouri ou l'Ohio. D'autant plus, que cette « règle » politique

est particulièrement prégnante dans les cas où un Afro-Américain est candidat. 4 courses en 2006 ont en effet mis en évidence que les candidats blancs, même défaits, récupèrent une grande majorité du vote des indécis et réduisent donc leur retard le jour de l'élection^c.

Enfin, comme en 2000 et dans une moindre mesure en 2004, des irrégularités, des files d'attente, des problèmes techniques avec les machines de votes, ou encore des contestations juridiques pourraient ralentir la divulgation des résultats mardi prochain. Dans son édition du 3 novembre 2008, le magazine *Time* identifie ainsi pas moins de 7 problèmes qui pourraient entacher le déroulement du scrutin^{ci}. Deux d'entre eux pourraient avoir des conséquences majeures. Premièrement, les États sont toujours incapables de se doter de listes électorales précises et incontestables. Outre l'enregistrement de noms d'électeurs fantaisistes comme « Mickey Mouse », des millions de personnes ont été rayés de ces listes sans que le motif en soit toujours clair et légitime. Par exemple, en Ohio les Républicains ont fait appel devant les cours de justice pour dénoncer pas moins de 200 000 inscriptions sur les listes électorales de l'État. Deuxièmement, les règles d'identification des électeurs lors du vote restent confuses. De nombreuses lois ont été passées dans les États pour rendre obligatoire la présentation d'un document d'identité avec photo. Dans certains cas, un document fédéral est requis alors que dans d'autres, un document émis par l'État ou une simple facture d'électricité sont acceptés. Dès lors, outre des files d'attente considérables, ces règles d'identification pourraient conduire à des rejets massifs d'électeurs ne les ayant pas bien comprises.

Le contexte politique est sans conteste propice à des gains majeurs de la part du parti Démocrate. Barack Obama a toutes les chances de remporter la Maison-Blanche et les Démocrates devraient consolider leurs majorités au Sénat et à la Chambre des Représentants. Avant de s'exclamer devant un raz-de-marée bleu et d'annoncer la domination du parti Démocrate pour une génération, les complexités du système politique américain obligent à être prudent. **La soirée électorale du 4 novembre pourrait donc être longue, même si une victoire surprise de John McCain apparaît improbable.**

L'État-clé de la semaine : l'Ohio^{cii}

Population : 11,5 millions

Nombre de voix au Collège électoral : 20

L'Ohio fut en 2004 l'État-clé qui décida de la victoire dans la course à l'élection présidentielle. Comme en 2000, George W. Bush le remporta par une faible marge. Cette année encore, l'Ohio va jouer un rôle décisif dans l'issue du scrutin présidentiel. John McCain peut compter sur une population plutôt conservatrice et traditionnellement favorable aux Républicains dans le Sud de l'État ainsi que dans la région proche des Appalaches. Or, les Républicains ont subi de cuisantes défaites dans l'État depuis 4 ans, perdant notamment le poste de gouverneur en 2006. De plus, le contexte d'incertitude économique joue en faveur des Démocrates dans un État déjà durement touché par la crise et les délocalisations dans le secteur industriel. Barack Obama devra cependant convaincre du sérieux de ses positions, en particulier sur le libre-échange, vis-à-vis d'une population qui considère largement que l'ALENA est à l'origine des difficultés économiques de l'État. À surveiller le 4 novembre : tout comme en 2004, l'Ohio est déjà le théâtre de contestations judiciaires. Des personnes se sont ainsi vues refuser la possibilité de voter par anticipation à cause d'irrégularités et de confusions dans les listes électorales. En cas de course serrée, le décompte des voix pourrait être long et contesté, retardant alors la

désignation du vainqueur de l'élection présidentielle.

Pour aller plus loin :

- Bill Greener, « [Why Obama has to stay above 50 percent](#) », *Salon.com*, 27 octobre 2008
- David Frum, « [Sorry, Senator. Let's Salvage What We Can](#) », *Washington Post*, 26 octobre 2008.
- John Harris et Jim VandeHei, « [Why McCain is getting hosed in the press](#) », *Politico.com*, 28 octobre 2008.
- John Harwood, « [Rethinking the Notion of Political Dominance](#) », *The New York Times*, 27 octobre 2008.

BULLETIN 12 – SEMAINE DU 4 NOVEMBRE 2008

- Barack Obama remporte une victoire nette.
- Cette victoire ne transforme pas les dynamiques électorales américaines. La présidence Obama pourrait cependant produire un tel résultat.
- Dès son discours de victoire, Obama prévient des difficultés qui l'attendent.
- Les Démocrates consolident leurs majorités au Sénat et à la Chambre des représentants.

Barack Obama a construit sa victoire sur 3 éléments : un contexte favorable à une alternance politique, une organisation de campagne d'une efficacité exceptionnelle et une stratégie ancrant sa stature présidentielle. Aussi nette et remarquable soit-elle, cette victoire ne constitue pas un raz-de-marée redéfinissant en profondeur les dynamiques politiques aux Etats-Unis. La présidence de Barack Obama pourrait produire un tel résultat, mais dans un premier temps elle sera confrontée à des défis considérables tant sur le plan interne qu'international.

Depuis l'adoption en 1951 d'un amendement constitutionnel limitant à deux le nombre de mandats présidentiels, un parti politique est parvenu à conserver la Maison-Blanche au cours de trois élections successives une seule fois. Ce fut le parti républicain en 1988 lorsque George H.W. Bush succéda à Ronald Reagan. Dès lors, une troisième victoire présidentielle consécutive des Républicains était un objectif difficilement réalisable. D'autant plus que le bilan de l'administration sortante était largement considéré comme négatif. Trois quarts des Américains considèrent en effet que les Etats-Unis vont dans la mauvaise direction, autant désapprouvent l'action du président Bush, la guerre en Irak est largement impopulaire, et les derniers mois de cette présidence sont marqués par une crise financière et économique dont l'ampleur suscite les comparaisons avec la Grande Dépression des années 1930.

En menant une campagne exemplaire, Barack Obama est parvenu à convertir ce contexte favorable aux Démocrates en victoire. Deux facteurs clés ont joué un rôle déterminant. Premièrement, Barack Obama a gagné grâce à une organisation remarquable que même ses adversaires ont qualifiée de brillante. Comparativement à Hillary Clinton, Barack Obama était doté, au moment de l'annonce de sa candidature en février 2007, de peu de moyens et de relais au sein du parti démocrate. Il est néanmoins parvenu à mettre sur pieds une redoutable machine de campagne. S'appuyant sur des millions de petits contributeurs et exploitant les possibilités offertes par l'Internet, il a amassé plus de 600 millions de dollars. Cette manne financière a permis de déployer des équipes de campagne sur l'ensemble du territoire américain et de diffuser de très nombreuses publicités dans les médias. Deuxièmement, Barack Obama a remporté la Maison-Blanche grâce aux qualités personnelles dont il a fait preuve. Souvent éloquent, capable d'électriser des foules considérables, habile pour s'entourer de personnes compétentes, il n'a commis aucune erreur majeure au cours des 21 mois qu'aura duré sa campagne. Dès lors, malgré son manque d'expérience, il est parvenu à s'imposer comme une figure présidentielle. Les trois débats présidentiels et sa réaction face à la crise financière furent à cet égard des moments particulièrement marquants tant ils ont mis en évidence les différences avec John McCain. Au

cours des débats, Obama est apparu constant, concentré, maîtrisant l'ensemble des dossiers. En restant prudent et en retrait au moment du déclenchement de la crise financière mi-septembre, il a su éviter, contrairement au candidat républicain, les gesticulations politiques inefficaces.

Au terme d'une campagne parfaite, dans laquelle l'utilisation novatrice des nouvelles technologies s'est couplée à l'utilisation d'un thème, celui du changement, fondamentalement classique et commun, Barack Obama a donc remporté une victoire nette. Avec la consolidation des majorités démocrates au Sénat et à la Chambre des Représentants, il dispose d'une marge de manœuvre politique sans précédent depuis Jimmy Carter en 1976. Il est même le premier démocrate depuis Jimmy Carter à obtenir plus de 50 % du suffrage populaire à une élection présidentielle. Son avance dans les voix au Collège électoral résulte de victoires dans l'ensemble des États pivots : Ohio, Pennsylvanie, New Hampshire, Michigan, Minnesota, Floride, Colorado, Nouveau-Mexique, Nevada. Les gains les plus significatifs sont par ailleurs ceux de l'Indiana, de la Virginie et de la Caroline du Nord. Les deux premiers États n'avaient pas été remportés par un Démocrate depuis 1964, le troisième depuis 1976. Même s'il a gagné l'ensemble des États-clés, Barack Obama ne redessine pourtant pas la carte électorale américaine comme l'ont fait Ronald Reagan en 1980 ou Bill Clinton en 1992. En effet, malgré des progrès dans des territoires plutôt favorables aux Républicains, notamment les banlieues, il n'en demeure pas moins que les États du Sud et du Midwest demeurent républicains. De plus, les États-clés précédemment mentionnés demeureront dans les scrutins à venir des lieux de lutte acharnée entre Démocrates et Républicains.

Dans son discours de victoire, Barack Obama a, comme George W. Bush en 2000, promis de réunir l'ensemble des Américains et de rechercher des ententes bipartisanes avec les Républicains. Il a surtout souligné que la tâche qui l'attendait allait être difficile. **Après avoir mené campagne sur les thèmes du changement et de l'espoir, il doit maintenant leur donner corps en préparant des projets de loi. Or, la marge de manœuvre du prochain hôte de la Maison-Blanche sera limitée, notamment en raison des déficits budgétaires.** Les premiers mois de la présidence Obama ne devraient alors pas donner lieu à la promotion d'un agenda ambitieux. Il n'y aura pas de système universel d'assurance-maladie, ni de retrait rapide d'Irak. Souhaitant éviter les mésaventures des premières années de la présidence Clinton qui avait du faire face à des Démocrates au Congrès largement indépendants, Barack Obama aura pour objectif de marquer son territoire, d'affirmer sa position en mettant de l'avant des projets *a priori* plus modestes, telle la généralisation de l'assurance-maladie pour les enfants des familles défavorisées. Mais en attendant les premières actions concrètes de la présidence Obama à partir du 20 janvier prochain, la période actuelle de transition du pouvoir est déterminante. Les choix des membres de son Cabinet, qui devraient être annoncés assez rapidement, donneront de précieux indices sur le style de présidence et les grandes orientations qu'entend mettre en œuvre Barack Obama. Menée par John Podesta, président-fondateur du [Center for American Progress](#), cette période de transition va être marquée par la recherche d'un équilibre entre l'expérience que peuvent apporter d'anciens membres des administrations Clinton et le changement incarné par Obama. Dans cette perspective, le [Center for American Progress](#) et la [Brookings Institution](#) constitueront les deux principaux viviers en termes de personnels et d'idées ainsi que de programmes politiques de la prochaine administration américaine. Des noms tels que ceux de Larry Summers, ancien secrétaire au Trésor sous Clinton, Susan Rice, experte des questions internationales à la [Brookings Institution](#) circulent ainsi pour remplir des hautes responsabilités au sein de la prochaine administration. Mais c'est en nommant des Républicains tels Richard

Lugar au département de la Défense ou au département d'État, voire même en conservant l'actuel secrétaire à la Défense Robert Gates, que Barack Obama marquerait d'emblée une rupture avec les querelles et les divisions partisans qui minent la vie politique à Washington.

Saviez-vous que ...

L'élection de Barack Obama a réveillé la fierté de tout un peuple. Dès le lendemain de l'élection, le président Bush déclarait par exemple :

Quel que soit leur vote, chaque Américain peut être fier de ce moment historique. [...] Les Américains ont démontré au monde la vitalité de la démocratie américaine et le chemin parcouru vers une Union toujours plus parfaite. Ils ont choisi un Président dont le parcours représente le triomphe de l'idéal américain.

George W. Bush, 5 novembre 2008.

Pour aller plus loin :

- David Rogers, « [Obama's congressional game plan](#) », *Politico.com*, 5 novembre 2008.
- Michael Grunwald, « [For the Republicans, It Could Have Been Worse](#) », *Time magazine*, 5 novembre 2008.
- Peter Baker, « [Several Early Choices for New Administration Have Clinton Pedigree](#) », *The New York Times*, 6 novembre 2008.
- Dan Balz, « [Campaign Gives Some Clues to How Obama Will Govern](#) », *Washington Post*, 6 novembre 2008.

Ces bulletins hebdomadaires ont été réalisés par Julien Turreille, chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand. Ils ont été mis en ligne, parfois jusqu'à des heures tardives mais toujours avec patience et efficacité, par Julien Saada, chercheur à la Chaire Raoul-Dandurand. Qu'il en soit ici remercié.

[Pour suivre l'actualité américaine, cliquez ici](#)

Pour vous abonner à la lettre d'information hebdomadaire de la Chaire Raoul-Dandurand, [cliquez ici](#).



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques

Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

- ⁱ Source : *RealClearPolitics.com*, http://www.realclearpolitics.com/epolls/maps/obama_vs_mccain/
- ⁱⁱ Source : <http://elections.nytimes.com/2008/results/president/votes.html>
- ⁱⁱⁱ Sources : *Washington Post*, <http://projects.washingtonpost.com/2008/elections/co/president/> ; *The New York Times*, <http://elections.nytimes.com/2008/president/whos-ahead/key-states/map.html> ; *RealClearPolitics*, http://www.realclearpolitics.com/horseraceblog/2008/08/swing_state_review_colorado_1.html
- ^{iv} Pour une évolution détaillée des différents sondages nationaux, consulter : http://www.realclearpolitics.com/epolls/2008/president/us/general_election_mccain_vs_obama-225.html#polls
- ^v <http://www.quinnipiac.edu/x1295.xml?ReleaseID=1204>
- ^{vi} Voir *Public Agenda*, « Confidence in U.S. Foreign Policy Index », vol. 6, printemps 2008. Disponible à l'adresse : http://www.publicagenda.org/foreignpolicy/pdfs/foreign_policy_index_spring08.pdf
- ^{vii} <http://thepage.time.com/2008/07/30/poll-most-americans-in-favor-of-offshore-drilling/>
- ^{viii} Selon un sondage Reuters/Zogby, 49 % des Américains font confiance à John McCain pour gérer l'économie, contre 40 % à Barack Obama. http://www.suntimes.com/news/elections/1117409_elexpoll082008_article
- ^{ix} Cette publicité peut être visionnée sur le site de campagne de John McCain à l'adresse : <http://www.johnmccain.com/Informing/Multimedia/Player.aspx?guid=848322d6-92fe-403e-9cc7-85b6b3ee4011>
- ^x Michael Finnegan, « Obama and McCain in a statistical tie », *Los Angeles Times*, 20 août 2008.
- ^{xi} Howard Fineman, « Don't Call Me – I May Call You », *Newsweek*, 18-25 août 2008, p. 33.
- ^{xii} Michael Finnegan, *op. cit.*
- ^{xiii} Des séquences de cette discussion sont disponibles à l'adresse : <http://trevinwax.com/2008/08/17/obama-mccain-with-rick-warren-at-saddleback-forum-video/>
- ^{xiv} Christopher Cooper, « Obama Shows Increased Spending », *The Wall Street Journal*, 18 août 2008.
- ^{xv} Eli Saslow, « Many Clinton Supporters Say Speech Didn't Heal Divisions », *Washington Post*, 27 août 2008.
- ^{xvi} Andrew Glass, « A convention firsts Q 7 A », *Politico.com*, <http://www.politico.com/news/stories/0808/12877.html>
- ^{xvii} John Harris, « Denver drama : Can Clintons get over it ? », *Politico.com*, 26 août 2008.
- ^{xviii} Cité dans Jackie Calmes, « For Obama, a Challenge to Clarify His Message », *The New York Times*, 27 août 2008. Traduction : « Si ce parti à un message, je vous assure qu'il a fait un excellent travail pour le cacher ce soir ».
- ^{xix} Ed Herry, « John McCain is not lying low », *CNN.com*, 25 août 2008.
- ^{xx} Michael Finnegan et Bob Drogin, « Candidates play to their political strengths », *Los Angeles Times*, 27 août 2008.
- ^{xxi} Shailagh Murray, « Mitt Romney as Attack Dog », *Washington Post*, 26 août 2008.
- ^{xxii} Dick Morris, « Back-to-Back Conventions : The Great Unknown », *RealClearPolitics.com*, 20 août 2008.
- ^{xxiii} Sources : *Washington Post*, <http://projects.washingtonpost.com/2008/elections/co/president/> ; *The New York Times*, <http://elections.nytimes.com/2008/president/whos-ahead/key-states/map.html> ; *CBS News*, <http://www.cbsnews.com/stories/2008/07/24/politics/main4290122.shtml>
- ^{xxiv} Elisabeth Bumiller et Michael Cooper, « Conservative Ire Pushed McCain from Lieberman », *The New York Times*, 31 août 2008.
- ^{xxv} Voir : <http://www.pfd.state.ak.us/historical/index.aspx>
- ^{xxvi} David Brooks, « What the Palin Pick Says », *The New York Times*, 1^{er} septembre 2008.
- ^{xxvii} Sources : *Washington Post*, <http://projects.washingtonpost.com/2008/elections/co/president/> ; *The New York Times*, <http://elections.nytimes.com/2008/president/whos-ahead/key-states/map.html>
- ^{xxviii} Rebecca Sinderbrand, « A little word makes big waves on campaign trail », *CNN.com*, 10 septembre 2008.
- ^{xxix} *CNN.com*, « Obama accuses Republicans of 'swift boat politics' », 10 septembre 2008.
- ^{xxx} Pour un portrait de Sarah Palin, voir par exemple Nathan Thornburgh, « How Sarah Palin Mastered Politics », *Time Magazine*, 4 septembre 2008 ainsi que la rubrique du même magazine « 10 Facts About Sarah Palin » disponible en ligne à l'adresse : http://www.time.com/time/specials/packages/article/0,28804,1837523_1837531_1837528,00.html
- ^{xxxi} Adam Nagourney, « Campaigns Adjust Their Pace to Meet Short Season », *The New York Times*, 10 septembre 2008.
- ^{xxxii} Jonah Goldberg, « McPalin rattles Team Obama », *Los Angeles Times*, 9 septembre 2008.
- ^{xxxiii} Howard Fineman, « Beware the Barracuda », *Newsweek*, 6 septembre 2008.
- ^{xxxiv} Glenn Thrush et Martin Kady, « Could Clinton have Palin-proofed Dems ? », *Politico.com*, 10 septembre 2008.
- ^{xxxv} Adam Nagourney, *op. cit.*
- ^{xxxvi} David Paul Kuhn et Bill Nichols, « Autumn Angst : Dems fret about Obama », *Politico.com*, 10 septembre 2008.

-
- ^{xxxvii} Sources : *Washington Post*, <http://projects.washingtonpost.com/2008/elections/co/president/> ; *The New York Times*, <http://elections.nytimes.com/2008/president/whos-ahead/key-states/map.html> ; *RealClearPolitics*, http://www.realclearpolitics.com/horseraceblog/2008/08/swing_state_review_colorado_1.html
- ^{xxxviii} Voir par exemple, David Brooks, « Why Experience Matters », *The New York Times*, 16 septembre 2008.
- ^{xxxix} Voir par exemple, David Harsanyi, « The Political Lying Game », *RealClearPolitics.com*, 16 septembre 2008 ; Gregory Rodriguez, « The GOP plays the victim card », *Los Angeles Times*, 15 septembre 2008 ; Michael Scherer, « McCain's Outraged and Outrageous Campaign », *Time magazine*, 15 septembre 2008 ; Peter Wehner, « The Great Unmasking », *Commentarymagazine.com*, 14 septembre 2008.
- ^{xl} Katrina Vanden Heuvel, « The Unbearable Lightness of Election 2008 », *The Nation*, 16 septembre 2008.
- ^{xli} Matthew Mosk et Chris Cillizza, « Group With Swift Boat Alumni Readies Ads Attacking Obama », *Washington Post*, 14 septembre 2008.
- ^{xlii} Mike Allen, « Bank meltdown wallops campaigns », *Politico.com*, 14 septembre 2008.
- ^{xliii} E. J. Dionne, « Capitalism's Reality Check », *Washington Post*, 11 juillet 2008.
- ^{xliv} Ben Bernanke, *Financial Regulation and Financial Stability*, Discours prononcé le 8 juillet 2008. Disponible à l'adresse : <http://www.federalreserve.gov/newsevents/speech/bernanke20080708a.htm>
- ^{xlv} E. J. Dionne, *op. cit.*
- ^{xlvi} Il est ainsi possible de lire de nombreux textes ou d'entendre de nombreux discours des deux candidats à la présidentielle appelant à une activité accrue de l'État fédéral sur des sujets tels que l'environnement, l'assurance sociale, ou l'assurance maladie. Il est même possible de trouver des textes au sein d'institutions influentes appelant à un interventionnisme étatique dans des domaines moins courants aux Etats-Unis, par exemple l'élaboration d'une stratégie d'aménagement du territoire. Voir par exemple John Austin et al., « Preserving the Vital Center. Renew the Economy of the Industrial Heartland », *The Brookings Institution*.
- ^{xlvii} Nick Timiraos et al., « Candidates Promise Broad Changes for Wall Street », *The Wall Street Journal*, 17 septembre 2008.
- ^{xlviii} Jonah Goldberg, « E-mail to Obama : dishonest TV ad, wrong audience », *Los Angeles Times*, 16 septembre 2008.
- ^{xliv} Sources : *Washington Post*, <http://projects.washingtonpost.com/2008/elections/co/president/> ; *The New York Times*, <http://elections.nytimes.com/2008/president/whos-ahead/key-states/map.html> ; *CBS News*, <http://www.cbsnews.com/stories/2008/07/24/politics/main4290416.shtml>
- ⁱ Pour une présentation de ces quatre étapes, voir Paul Krugman, « Cash for Trash », *The New York Times*, 22 septembre 2008.
- ⁱⁱ David Rogers, « Lawmakers likely to scale back bailout », *Politico.com*, 24 septembre 2008.
- ⁱⁱⁱ E. J. Dionne, « Improving Paulson's Cure », *Washington Post*, 23 septembre 2008.
- ⁱⁱⁱⁱ Robert Samuelson, « The Great Confidence Game », *Washington Post*, 22 septembre 2008 ; Paul Krugman, *op.cit.*
- ^{lv} Robert Barnes et Dan Balz, *op. cit.*
- ^{lv} Robert Barnes et Dan Balz, « Candidates Seek Changes In Wall Street Rescue Plan », *Washington Post*, 22 septembre 2008.
- ^{lvi} Debra Saunders, « Playing Chicken with U.S. Economy », *San Francisco Chronicle*, 25 septembre 2008.
- ^{lvii} Jonathan Alter, « McCain and the Zigzag Express », *Newsweek*, 24 septembre 2008.
- ^{lviii} Jonathan Martin et Glenn Thrush, « Market troubles benefit Obama », *Politico.com*, 20 septembre 2008.
- ^{lix} Sources : *Washington Post*, <http://projects.washingtonpost.com/2008/elections/co/president/> ; *The New York Times*, <http://elections.nytimes.com/2008/president/whos-ahead/key-states/map.html> ; *CBS News*, <http://www.cbsnews.com/stories/2008/07/24/politics/main4290416.shtml>
- ^{lx} Dan Balz, « Rescue Package Not Only Loser In House's Vote », *Washington Post*, 1^{er} octobre 2008.
- ^{lxi} Jeanne Sahadi, « Bailout bill redux », *Cnn.com*, 1^{er} octobre 2008.
- ^{lxii} Harold Meyerson, « Slow Rise for a New Era », *Washington Post*, 1^{er} octobre 2008.
- ^{lxiii} George Will, « A Vote Against Rashness », *Washington Post*, 1^{er} octobre 2008.
- ^{lxiv} Jay Cost, « The Politics of the Bailout Bill », *RealClearPolitics.com*, 30 septembre 2008.
- ^{lxv} David Leonhardt, « Lesson From a Crisis : When Trust Vanishes, Worry », *The New York Times*, 1^{er} octobre 2008.
- ^{lxvi} Peter Baker, « Labeled as a Bailout, Plan Was Hard to Sell to a Skeptical Public », *The New York Times*, 1^{er} octobre 2008.
- ^{lxvii} Sources : *Washington Post*, <http://projects.washingtonpost.com/2008/elections/co/president/> ; *The New York Times*, <http://elections.nytimes.com/2008/president/whos-ahead/key-states/map.html> ; *CBS News*, <http://www.cbsnews.com/stories/2008/07/24/politics/main4290416.shtml> ; *Politico.com*, <http://www.politico.com/convention/swingstate.html>

- lxviii Alexander Bolton, « Doubts grow over rescue », *CBS.com*, 6 octobre 2008.
- lxix John Harris et Jim VandeHei, « The worst debate ever », *Politico.com*, 8 octobre 2008 ; Byron York, « McCain vs. Obama : The Snoozer in Nashville », *National Review*, 8 octobre 2008.
- lxx Steven Pearlstein, « For the New Contagion, the Same Old Prescriptions », *Washington Post*, 8 octobre 2008.
- lxxi « The Crisis Agenda », *The New York Times*, 7 octobre 2008.
- lxxii Robert Samuelson, « Is This a Replay of 1929 ? », *Washington Post*, 6 octobre 2008.
- lxxiii Sebastian Mallaby, « Blaming Deregulation », *Washington Post*, 6 octobre 2008.
- lxxiv Alvaro Vargas Llosa, « Myth Busters : Over-regulation is not the answer to America's financial woes », *The New Republic*, 8 octobre 2008.
- lxxv Jay Solomon, « McCain, Obama Say Financial Crisis Threatens U.S. Power Overseas », *The Wall Street Journal*, 8 octobre 2008 ; Fancis Fukuyama, « The Fall of America, Inc. », *Newsweek*, 13 octobre 2008.
- lxxvi Niall Ferguson, « The End of Prosperity ? », *Time Magazine*, 2 octobre 2008 ; Zachary Karabell, « America and the New Financial World », *The Wall Street Journal*, 6 octobre 2008.
- lxxvii David Leonhardt, « Ignoring Reality Has a Price », *The New York Times*, 8 octobre 2008.
- lxxviii Jonah Lehrer, « The Next Decider », *Boston Globe*, 5 octobre 2008.
- lxxix Sources : *Washington Post*, <http://projects.washingtonpost.com/2008/elections/co/president/> ; *The New York Times*, <http://elections.nytimes.com/2008/president/whos-ahead/key-states/map.html> ; *CBS News*, <http://www.cbsnews.com/stories/2008/07/24/politics/main4290416.shtml> ; *Politico.com*, <http://www.politico.com/convention/swingstate.html>
- lxxx Peter Wallsten, David Zucchini et Bob Drogin, « Obama rides a wave of bad economic news », *Los Angeles Times*, 12 octobre 2008.
- lxxxi Jay Cost, « To the Public, Obama Looking Like a President », *RealClearPolitics.com*, 14 octobre 2008.
- lxxxii Jeanne Cummings, « Obama drowning out McCain in TV ads », *Politico.com*, 15 octobre 2008.
- lxxxiii Source : <http://www.cnn.com/ELECTION/2008/map/ad.spending/>
- lxxxiv John Harwood, « History Suggests McCain Faces an Uphill Battle », *The New York Times*, 13 octobre 2008.
- lxxxv Walter Shapiro, « How John McCain could still win », *Salon.com*, 13 octobre 2008.
- lxxxvi Michael Gerson, « Ambushed by History », *Washington Post*, 15 octobre 2008.
- lxxxvii Susan Page, « Next president confronts staggering to-do list », *USA Today*, 14 octobre 2008.
- lxxxviii Sources : *Washington Post*, <http://projects.washingtonpost.com/2008/elections/co/president/> ; *The New York Times*, <http://elections.nytimes.com/2008/president/whos-ahead/key-states/map.html> ; *CBS News*, <http://www.cbsnews.com/stories/2008/07/24/politics/main4290416.shtml> ; *Politico.com*, <http://www.politico.com/convention/swingstate.html>
- lxxxix Dan Thomasson, « McCain buried under avalanche of cash », *Scripps Howard News Service*, 20 octobre 2008.
- xc Dan Gerstein, « R.I.P Reagan Revolution », *Forbes.com*, 22 octobre 2008.
- xci Matthew Mosk et Sarah Cohen, « Big Donors Drive Obama's Money Edge », *Washington Post*, 22 octobre 2008.
- xcii Michael Luo et Griff Palmer, « In Fine Print, a Proliferation of Large Donors », *The New York Times*, 21 octobre 2008.
- xciii Dan Thomasson, *op.cit.*
- xciv Linton Weeks, « Did Obama Kill Public Campaign Finance ? », *NPR.com*, 22 octobre 2008.
- xcv Sources : *Washington Post*, <http://projects.washingtonpost.com/2008/elections/co/president/> ; *The New York Times*, <http://elections.nytimes.com/2008/president/whos-ahead/key-states/map.html> ; *CBS News*, <http://www.cbsnews.com/stories/2008/07/24/politics/main4290416.shtml> ; *Politico.com*, <http://www.politico.com/convention/swingstate.html>
- xcvi Charlie Cook, « Obama Swinging For The Fences », *NationalJournal.com*, 25 octobre 2008.
- xcvii Peter Nicholas, « Early-voting trends appear to favor Barack Obama », *Los Angeles Times*, 25 octobre 2008.
- xcviii Charlie Cook, *op.cit.*
- xcix James Carney, « Against All Odds, McCain Still Sees a Final Comeback », *Time Magazine*, 27 octobre 2008.
- c Bill Greener, « Why Obama has to stay above 50 percent », *Salon.com*, 27 octobre 2008.
- ci Michael Scherer, « 7 Things That Could Go Wrong on Election Day », *Time Magazine*, 3 novembre 2008.
- cii Sources : *Washington Post*, <http://projects.washingtonpost.com/2008/elections/co/president/> ; *The New York Times*, <http://elections.nytimes.com/2008/president/whos-ahead/key-states/map.html> ; *CBS News*, <http://www.cbsnews.com/stories/2008/07/24/politics/main4290416.shtml> ; *Politico.com*, <http://www.politico.com/convention/swingstate.html>